



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

2^e procès-verbal du Conseil de ville / 2. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 22 février 2023 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 22. Februar 2023, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesen:

Arnold Niels, Augsburger-Brom Dana, Boly Kady, Bord Nathalie, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Cacciabue Anna Louise, Celik Pir Chè, Clauss Susanne, De Maddalena Daniela, Eggimann Roman, Francescutto Luca, Gerber Andreas, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Moeschler Marie, Molina Franziska, Morandi Marcel, Müller Lukas, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Schaffter Gaël, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schiess Christophe, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Tonon Ariane, Torriani Latscha Isabelle, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt

Epper Bettina, Wendling Cécile

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

--

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Affolter Kathrin, Consultante juridique, Chancellerie municipale

1.	Déclarations de groupes	4
2.	Approbation de l'ordre du jour	8
3.	Communications du Bureau du Conseil de ville	8
4.	Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire	9
	• Décomptes de la compétence de la CDG	9
5.	Approbation des procès-verbaux (22 août 2019 et 19 septembre 2019 / n ^{os} 11 et 12)	9
6.	Élection à la commission RRV	9
7.	20230053 Conseil municipal: attribution des directions pour la fin de la législature 2021-2024 / Réglementation de la suppléance	10
8.	20220009 Motions et postulats adoptés – Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville	14
	• Mairie	14
	○ Postulat urgent 20140328, Cécile Wendling, FDP, «Place 'dépose-minute' sur le côté sud de la gare»	15
	○ Motion interpartis 20180417, Dennis Briechle, PVL, Levin Koller, JS, Urs Scheuss, Les Verts, Alfred Steinmann, SP, Titus Sprenger, Passerelle, «Voies cyclables pour Bienne?»	15
	○ Postulat interpartis 20180291, Mohamed Hamdaoui, PSR, Daniela de Maddalena, Les Verts, Sandra Schneider, UDC, Reto Gugger, PBD, Max Wiher, PVL, Titus Sprenger, Passerelle, Peter Heiniger, POP, «Pas de prosélytisme sur nos bus!»	16
	• Direction des finances	17
	○ Postulat interpartis 20170207, Gurtner Roland, Passerelle, Sutter Andreas, PPB, Bord Pascal, PRR, Wiher Max, PVL, Grupp Christoph, Les Verts, Gonzalez Glenda, PSR, «À quand un bâtiment administratif centralisé à Bienne?»	18
	• Direction de l'action sociale et de la sécurité	19
	○ Postulat 20140273, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, «Alléger les finances communales par une juste répartition des charges sociales»	20
	○ Postulat interpartis 20190254, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Lena Frank, Les Verts, Anna Tanner, SP, «Encouragement spécifique des migrantes en vue de la reconnaissance de leurs diplômes»	20
	○ Postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Groupe SP/JS, Judith Schmid, POP, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Accueil de réfugiés arrivés par bateau»	21
	○ Motion interpartis urgente 20210045, Tanner Anna, SP, Tennenbaum Ruth, PAS, Stolz Joseline PSR, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Pittet Natasha, PRR, Roth Myriam, Les Verts, «Mesures urgentes pour traiter rapidement les demandes de prolongation d'autorisations de séjour»	21
	○ Postulat interpartis urgent 20160274, Jeremias Ritter, PVL, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, «Fixation de rendez-vous aux Services des habitants»	21

○	Postulat 20200226, De Maddalena Daniela, Les Verts, «Amender le bruit inutile provoqué par les moteurs vrombissants des conducteurs et conductrices qui parquent»	22
○	Postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Groupe SP/JS, Judith Schmid, POP, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Accueil de réfugiés arrivés par bateau»	22
○	Postulat interpartis urgent 20180324, Peter Heiniger, POP, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Mesures contre les chauffards au centre-ville»	22
•	Direction de la formation, de la culture et du sport	26
○	Postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Groupe FDP/PRR/PEV/EDU, Alain Pichard, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Les Confédérés, «Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue»	26
•	Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	27
9.	Motivation de l'urgence de la motion 20230066, Groupement des femmes parlementaires, «Pour une transition numérique non genrée»	28
10.	Interpellation 20220180, Schneider Sandra, Groupe UDC/Les Confédérés, «Privatiser la CTS»	29
11.	Interpellation 20220207, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, «Planification des locaux scolaires»	29
12.	Motion interpartis 20220235, Tanner Anna, Groupe PS/JS, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert·e·s, «Renforcer la construction de logements d'utilité publique!»	31
13.	Nouvelles interventions	37

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite la bienvenue à cette séance.

Deux déclarations de groupes vont être faites ce soir. Il s'agit de ne pas faire des débats historiques et d'éviter les allusions douteuses. Même si les orientations politiques au Conseil de ville sont différentes, pour le respect de nos institutions, de nos électeurs et électrices, de notre démocratie et de ces valeurs, j'appelle à la modération de toutes parts. Une fois que ce qui est dit l'a été, concentrons-nous sur l'ordre du jour car nous avons du travail ce soir.

1. Déclarations de groupes

Tonon Ariane, au nom du Groupe Alliance Verte: Ceci est une déclaration en deux parties et en deux langues. En effet, ma collègue Marion Van der Meer fera la suite de la déclaration en allemand car elle le parle mieux que moi.

Cette déclaration de groupe fait suite aux propos tenus lors de la séance du Conseil de ville du 19 janvier 2023 par le Conseiller de ville FDP, Monsieur Leuenberger. Lors de cette séance, nous avons toutes et tous assisté aux propos de Monsieur Leuenberger. Ce dernier a, dans cette même salle, choisi de comparer une proposition de postulat de ses collègues avec des exactions et idéologies parmi les plus nauséabondes de l'histoire récente. Ce que d'aucun ont alors choisi de qualifier de simple exagération, le Groupe Alliance Verte le qualifie de dérapage inacceptable et de délit de banalisation de l'histoire. Le principal intéressé aurait délibérément tenu des propos déplacés, selon ses déclarations dans la presse, en guise de coup de semonce. Le but est d'éveiller les consciences face à une fantasmée soviétisation de la politique biennoise. En utilisant la technique de l'épouvantail, en construisant de toute pièce le récit d'une prétendue politique d'expropriation voulue par la gauche, Monsieur Leuenberger utilise une stratégie malhonnête, fallacieuse dont le but n'est autre que de discréditer ses pairs du Conseil de ville. Les personnes visées par ses attaques sont toutes élues démocratiquement. Leur seul crime est d'avoir usé des moyens offerts par notre système démocratique pour soumettre au vote de cette Assemblée une proposition visant le développement de la Ville. En choisissant des mots chocs, assuré d'obtenir un écho médiatique conséquent, Monsieur Leuenberger emploie une stratégie qui s'inscrit dans la plus pure tradition populiste, visant à faire perdre aux élus de gauche toute crédibilité auprès de la population.

Ce type de discours n'a, en aucun cas, place dans un hémicycle tel que celui-ci. Il traduit un mépris total envers le système démocratique, ici, directement attaqué. La proposition de la gauche, qui a provoqué la colère de notre collègue, est donc bien loin des atrocités commises par Hitler ou Stalin. Ainsi, ces déclarations outrancières ne sont rien de moins qu'une insulte aux personnes qui ont combattu les dictatures, aux victimes et à leurs descendants et descendantes dont plusieurs siègent dans ce Conseil de ville. Les effets dévastateurs de ces remarques s'étendent bien au-delà de notre Assemblée. Elles s'inscrivent dans une tendance, qui s'est encore accélérée depuis la pandémie, de sous-estimation et de banalisation de certains des plus violents massacres de l'histoire européenne. Comparer une simple proposition de postulat portant sur le droit de préemption aux actes de tyrans, responsables de plusieurs millions de morts, revient à considérer acceptable, l'inacceptable qui le restera. C'est un manque flagrant au devoir de mémoire, auquel nous nous devons de souscrire, non

seulement en tant que personne élue mais aussi en tant qu'être humain afin que l'histoire ne se répète pas. Le discours de Monsieur Leuenberger a néanmoins une qualité, celle de faire tomber les masques. En effet, comparer une proposition soumise au vote d'un conseil démocratiquement élu révèle au grand jour les allégeances de notre collègue. Ainsi, imaginez qu'une intervention parlementaire puisse améliorer la qualité de vie de la population biennoise au détriment des intérêts des particuliers l'indigne au point de le pousser à attaquer directement les principes de démocratie, qui justifient notre présence ici. De notre côté et malgré ces propos, nous avons confiance en notre population, celle-ci même qui nous a élus pour les valeurs que nous défendons et les visions que nous avons pour la Ville. Nous savons qu'elle fera son devoir de mémoire pour ne pas oublier cet intolérable dérapage, que le mépris du bien-être collectif a inspiré à notre collègue.

van der Meer Marion, Fraktion Grünes Bündnis: Die Fraktion Grünes Bündnis rückt mit ihrer Fraktionserklärung die stadträtliche Debattierkultur in den Fokus. Diese ist uns leider vollkommen entgleist. Es scheint als hätten wir unsere Aufgabe vergessen. Ich rufe deshalb in Erinnerung, dass wir 60 Stadtratsmitglieder gewählt wurden, um Biel zu gestalten. Wir genehmigen Geschäfte, beaufsichtigen den Gemeinderat und die Stadtverwaltung, beschliessen Reglemente und grosse finanzielle Ausgaben und unterbreiten mit unseren Vorstössen Verbesserungsvorschläge. Hingegen sind wir nicht gewählt, um unsere kollektiven Emotionen hochkochen zu lassen. Dafür haben wir alle bei Bedarf unsere individuellen Ventile ausserhalb des Stadtratssaals. Fairplay und Anstand sind in wirtschaftlichen und sportlichen Kreisen ein Gebot. Nur mit Fairplay kann trotz unterschiedlicher Meinungen ein besseres Gesamtergebnis erzielt werden. Es liegt in der Kultur unserer Demokratie, dass die Meinungen auseinandergehen. Wir haben alle das Recht eine Vorlage zu bekämpfen, auch mit starken Bildern. Die an der letzten Sitzung geäusserte Analogie mit den Diktaturen von Stalin und Hitler ist hingegen vollkommen verfehlt. Der Vergleich mit dem Postulat (2022/2023, Postulat Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO, «Ein Vorkaufsrecht für Liegenschaften und Boden in Biel») ist eine inakzeptable Verharmlosung dieser Diktaturen und ein Hohn gegenüber den Opfern, zu denen wahrscheinlich viele Vorfahren von Stadtratsmitgliedern eine direkte Verbindung hatten. Diffamierende Voten begünstigen eine Blockade. Hasstiraden auf den Kapitalismus oder auf den Ökofundamentalismus sind in der Debatte kontraproduktiv und nicht sinnvoll. Wahlkampfparolen bringen nichts, da sich die potenzielle Wählerschaft kaum im Sitzungssaal befindet. Wenn ein Mitarbeiter der Kantonsverwaltung dazu aufruft, Adressen seiner Kollegen zu notieren, die nicht in seinem Sinne abstimmen, verhält er sich als Stadtrat kontraproduktiv und als Kantonsmitarbeiter in hohem Masse unprofessionell.

Wir müssen dringend wieder ein Klima des Miteinanders entwickeln. Das können wir wie folgt:

1. Wir greifen einander nicht persönlich an. Kritik sollte nicht auf die Person zielen, sondern auf das Argument mit Gegenargumenten.
2. Die Fraktionspräsidenten und ParlamentskollegInnen helfen dem entgleisten Stadtratsmitglied, sich wieder dem Stadtrat entsprechend, würdig zu verhalten.
3. Der Stadtratspräsident soll seine präsidentialen Mittel einsetzen, damit die Debatte in einem respektvollen Rahmen bleibt.

Die Fraktion Grünes Bündnis appelliert an alle Anwesenden, dafür zu sorgen, dass wir wieder eine normale Debattierkultur aufbauen. Wir brauchen sie, um unsere Aufgabe im Interesse der BielerInnen gut zu erfüllen. Ausserdem ist den meisten

Stadtratsmitgliedern ihre Zeit hier zu schade, um ethisch und kulturell verfehlten Debatten beizuwohnen.

Clauss Susanne, Fraktion SP/JUSO: Auch wir von der Fraktion SP/JUSO geben eine Fraktionserklärung ab. An der letzten Stadtratssitzung am 19. Januar 2023 hat sich Ungeheuerliches zugetragen. Stadtrat Leuenberger hatte sich nicht mehr unter Kontrolle und überschritt eine rote Linie. Aufgebracht rief er: «*Wehret den Anfängen!*» Die Ratslinke würde ein totalitäres Regime installieren wollen, wie einst Hitler und Stalin. Er äusserte sich keineswegs im Affekt, sondern bei klarem Sinn. Seine ungeheuerlichen Aussagen wiederholte er noch Tage später im TeleBilingue. Das ist der traurige Höhepunkt eines politischen Diskurses, der zunehmend radikale Tendenzen zeigt. Mir scheint, seit der Budgetdebatte 2022 sind alle Hemmungen gefallen. Nicht nur auf Social Media-Accounts, auch in den Leserbeiträgen der Tagespresse sind immer mehr verbale Entgleisungen zu finden. Skandalös war, dass Stadtrat Leuenberger eine Plattform auf TeleBilingue erhielt, um seine Äusserungen zu wiederholen und sich zu rechtfertigen. Wie die Redaktion auf eine solche Idee kam, ist nicht nachvollziehbar.

Zurück zur Stadtratssitzung: Nazi- und Stalinvergleichen entbehren nicht nur jeglicher realen Grundlage. Sie sind so absurd, dass es schwerfällt, dazu Worte zu verlieren. Die beiden Regimes zählen zu den brutalsten Diktaturen des 20. Jahrhunderts mit Millionen von Opfern. Nichts ist mit diesen beiden Diktaturen zu vergleichen. Eine Gleichsetzung mit solchen Regimes von Stadtrat Leuenberger kommt einer unentschuldbaren Verharmlosung deren Verbrechen gleich. Das sind Totschlagargumente infolge einer wachsenden Skandalisierung der Politik, kombiniert mit einer Enthistorisierung des Holocausts. Nicht umsonst können solche Aussagen in Deutschland strafbar sein. Der Soziologe und Ansprechpartner für Antisemitismus des Landes Berlin, Prof. Dr. Samuel Salzborn sagte, dass es sich bei NS-Vergleichen um eine geschichtsrevisionistische Relativierung der Shoa handeln würde. Die antisemitische Vernichtungspolitik würde auf infame Weise instrumentalisiert. Diejenigen, die solche Vergleiche benutzen, phantasieren sich in eine Opferrolle hinein, welche die demokratische Politik dämonisieren und delegitimieren solle. Die eigene Rolle würde überhöht und diffamiere politische Gegner als Nazis und Faschisten.

Eine solche Brandrede brauchte Stadtrat Leuenberger im Wissen darum, dass eigentlich fast der gesamte Rest der Schweiz liberal-konservativ regiert wird. Stadtrat Leuenberger kennt die Geschichte und trotzdem kam ihm auch Tage später nicht in den Sinn, seine Äusserungen zurückzunehmen. Wenn ein Jurist auf solche Abwege gerät, stellt sich die Frage, ob er in einem demokratisch gewählten Stadtparlament am richtigen Ort ist. von der Fraktions- und Parteileitung sind ihm unmittelbar Grenzen zu setzen. Der fehlende Eingriff an der Stadtratssitzung ist beschämend.

Das Sahnehäubchen von Stadtrat Leuenberger war dann sein Post «Tauben vergiften» von Georg Kreisler auf Facebook. Kreisler schaffte knapp die Flucht vor den Nazis aus Österreich. Mit diesem Lied wollte er der Opferhaltung der österreichischen Gesellschaft sowie deren Unfähigkeit sich mit der eigenen Nazivergangenheit auseinanderzusetzen Ausdruck verleihen. Damit schaffte es Stadtrat Leuenberger in doppelter Hinsicht zu beleidigen und zu verhöhnen. Noch tiefer kann man kaum sinken. Herr Leuenberger, ein solches Gebaren ist unentschuldigbar!

Sprache kann eine Waffe sein, welche beleidigt und zerstört. Sie kann aber auch verbinden und versöhnen. In der überreizten Kommunikationsstimmung wäre es angebracht, dass wir alle wieder vermehrt auf unsere Ausdrucksweise achten aber

auch den Mut besitzen, grenzüberschreitende Entgleisungen zu unterbinden. Eine faire und anständige Kommunikation ist zu pflegen. Hier steht nicht nur das Stadtratspräsidium, sondern auch die Fraktionspräsidien in der Verantwortung. Ich hoffe, dass wir uns alle wieder auf die Sache konzentrieren und auf dieser Ebene miteinander kommunizieren.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Je vous remercie pour les mots qui ont déjà été dits. Notre groupe ne peut pas ignorer les débordements de Monsieur Leuenberger survenus lors de la dernière séance du Conseil de ville. En effet, ce n'est pas la première fois que Monsieur Leuenberger a ce genre de comportement à la tribune du Conseil de ville. Un tel événement est inacceptable et nous devons en tirer des leçons. Pour rappel, lors de la dernière séance du Conseil de ville, tous les partis ont signé la déclaration d'intention pour le budget. Ceci augurait une volonté de consensus et ainsi trouver un apaisement dans les échanges. On a le droit de ne pas être d'accord. Chacun peut exprimer son désaccord. Il s'agit là de la base de la démocratie mais il y a une manière de le faire en respectant les personnes qui se tiennent en face de nous. La manière que vous avez choisie à la tribune du Conseil de ville et que vous avez confirmé en toute conscience le lendemain dans la presse n'est pas digne d'un membre de notre Conseil de ville.

- Quel message souhaitez-vous donner?
- Est-ce que vous y avez réfléchi?
- Est-ce un exemple pour la population?
- Peut-on ainsi insulter impunément et humilier ses adversaires?
- Est-ce là la politique que vous menez?

Avec votre discours vous espériez attaquer la gauche mais au final vous avez insulté toutes les personnes du Parlement qui ne partagent pas forcément votre avis, ceci sans oublier les milliers de victimes du nazisme, de la guerre et des politiques répressives. L'Holocauste n'est pas un jouet politique et l'utiliser c'est ouvrir à nouveau des souvenirs douloureux. Je peux même en témoigner personnellement, ma famille ayant été directement touchée dans le sud-ouest de la France pendant la deuxième Guerre mondiale. Vous êtes descendu bien bas dans notre estime et il faudra bien plus que des excuses pour vous réhabiliter. Seul un changement d'attitude et de comportement pourrait être acceptable. Toutefois, notre confiance à votre égard est définitivement rompue. Notre groupe souhaite, maintenant, faire un appel à tous les partis présents afin de tirer à la même corde, afin de veiller, dès aujourd'hui, à une communication correcte et constructive au sein du Conseil de ville.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je donne la parole à Monsieur Leuenberger. Je rappelle qu'il ne s'agit pas de faire un débat sur le sujet.

Leuenberger Bernhard, FDP: Die soeben gehörten Stellungnahmen eignen sich nicht, um an meiner Haltung etwas zu ändern. Frau Clauss, Sie hingegen haben mich provoziert. Ich bestreite in aller Form, dass ich in meinen Äusserungen den Holocaust verharmlost haben, wie Sie unredlicherweise behaupten. Ich bin tatsächlich, wie Sie vorhin bemerkt haben, ein versierter Geschichtskenner und deshalb verwahre ich mich gegen den Vorwurf, ich sei ein Geschichtsrevisionist. Die damaligen Verbrechen sind unbestritten und werden von mir niemals relativiert. Frau Clauss, Ihre Aussagen und auch diejenigen der anderen, auch der Presse, sind eine Überinterpretation. Sie haben mich nicht richtig verstanden. Ich konnte das bereits vor den Medien richtig stellen und habe dem nichts weiter zuzufügen, bis auf meine Publikation betreffend Georg Kreisler.

Er ist der Meister des schwarzen Humors und ein Überlebender des Holocausts. Mir jetzt vorzuwerfen, ich würde den Holocaust verharmlosen ist lächerlich. Ich nehme mit Interesse Kenntnis von den Fraktionserklärungen und habe meinen damaligen Äusserungen nichts weiter anzufügen.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Nous pouvons à présent reprendre l'ordre du jour de la séance de ce soir. Je souhaite tout d'abord la bienvenue à Monsieur Pir Chè Celik, PdA et à Madame Nathalie Bord, PRR.

Avant cela, Madame Clauss souhaite faire une déclaration personnelle.

Clauss Susanne, SP: (*Unruhe im Saal*) Herr Leuenberger, ich habe die Aussagen von Prof. Dr. Salzborn wieder gegeben. Sie sagen jetzt, dass das alles nicht stimmt. (*Zwischenrufe*)

2. Approbation de l'ordre du jour

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Deux nouveau points doivent être ajoutés à l'ordre du jour.

1. Élection de remplacement à la Commission de la révision totale du Règlement de la Ville (RRV) suite au départ de Madame Pittet.
2. Conseil municipal: attribution des directions pour la fin de la législature 2021-2024 / Réglementation de la suppléance

J'ai une demande de Monsieur Koller de déplacer deux interventions à la prochaine séance.

Koller Levin, SP: In den Antworten des Gemeinderats zu den beiden Vorstössen 20220233, überparteiliche Motion «Offensive für städtischen und gemeinnützigen Wohnungsbau» und 20220234, überparteiliche Motion «Mit einem städtischen Wohnbaufonds den Bau von städtischen Wohnungen finanzieren» sind falsche Zahlen aufgeführt. Es geht um den Absatz auf Seite 3 zum Nettoertrag 2021 von CHF 509'000 und den Ertrag 2020 von minus CHF 327'000. Diese Zahlen sind nicht korrekt, sie stammen aus der Sonderrechnung «Recycling und Entsorgung» und haben nichts mit dem städtischen Wohnungsbau zu tun. Wir haben die Stadtverwaltung deshalb gebeten, uns die korrekten Zahlen noch vor der Fraktionssitzung zuzusenden. Leider war die Zeit dafür zu knapp. Wir beantragen, die Behandlung der beiden Motionen auf die nächste Sitzung zu verschieben, damit uns die Stadtverwaltung die korrekten Zahlen zustellen kann.

L'ordre du jour est accepté avec ces modifications.

3. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

4. Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire

Décomptes de la compétence de la CDG

Affolter Kathrin, Rechtskonsulentin Stadtkanzlei: Die GPK hat anlässlich ihrer Sitzung vom 16. Februar 2023 folgende Abrechnungen von Verpflichtungskrediten der Finanzdirektion in eigener Kompetenz einstimmig und mit folgenden Bemerkungen genehmigt:

20160288 Neue Arbeitsplatz-Systeme Biel/Bienne

Der Kredit wurde um CHF 24'240 überschritten. Obwohl die Umrüstung im Juli 2017 abgeschlossen war, wurden bis September 2019 weitere IT-Anschaffungen von gesamthaft CHF 274'816 über diesen Kredit abgerechnet. Diese Ausgaben hätten über das Budget oder einen neuen Verpflichtungskredit finanziert werden müssen. Ausserdem wurde der Erlös der stadintern verkauften Geräte von CHF 9'880 fälschlicherweise der Kostenstelle statt dem vorliegenden Verpflichtungskredit gutgeschrieben.

20180114 Umbau / Sanierung Villa Lindenegg in Biel

Dieser Kredit wurde um CHF 82'286 überschritten. Die kantonale Denkmalpflege hat einen Beitrag von CHF 36'350 geleistet. Unterlagen über die Subvention fehlen und sind nicht mehr auffindbar. Zukünftig ist sicherzustellen, dass die Unterlagen zu den erhaltenen Subventionen und Beiträgen vollständig und systematisch verfügbar sind.

5. Approbation des procès-verbaux (22 août 2019 et 19 septembre 2019 / n^{os} 11 et 12)

Les procès-verbaux n^{os} 11 et 12 sont approuvés tacitement.

6. Élection à la commission RRV

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Nous pouvons passer à l'élection de remplacement de Madame Natasha Pittet à la Commission RRV. Le Groupe PRR a annoncé Monsieur Daniel Suter comme candidat. Est-ce qu'il y a d'autres candidats? Ce n'est pas le cas.

Vote

- est élu sur proposition du Groupe PRR

Daniel Suter (PRR)

7. 20230053 Conseil municipal: attribution des directions pour la fin de la législature 2021-2024 / Réglementation de la suppléance

Briechle Dennis, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ unterstützt den Vorschlag des Gemeinderats. Die Frage der Zuteilung der Finanzdirektion wurde in unserer Fraktion diskutiert. Wir sind durchaus der Meinung, dass aus politischen Gründen die Linke hier Verantwortung übernehmen sollte. Nach eingehender Diskussion unterstützen wir nichtsdestotrotz den Entwurf des Gemeinderats. Er scheint uns logisch und konsequent und ist anscheinend im Einvernehmen aller Gemeinderatsmitglieder zustande gekommen. Er berücksichtigt die Interessen und Vorlieben der einzelnen Mitglieder. Aufgrund der Tatsache, dass von den fünf Gemeinderatsmitgliedern drei erst seit Kurzem dabei sind und nur ein Mitglied wesentlich länger, ist der Vorschlag des Gemeinderats für uns nachvollziehbar.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Le Groupe PRR n'a pas voulu la Direction des finances parce qu'en principe cela devrait être du ressort de la majorité de gauche, qui est une réalité ici, tant au Conseil municipal qu'au Parlement. La gauche devrait idéalement assumer ses responsabilités au lieu de se cacher derrière la «méchante droite», tout en profitant de sa rigueur et de sa sobriété dans la gestion de l'argent des contribuables. Cela lui permettrait aussi de démontrer qu'elle ferait mieux que Madame Steidle, qui selon ce que l'on a pu lire hier dans la presse, aurait laissé son dicastère dans un état déplorable. Nous pourrions ainsi apprécier sur quelles bases, sur quelles preuves repose une telle accusation... Mais voilà, il faut se rendre à l'évidence des faits, et les faits sont têtus comme dirait Lénine...

Des trois conseillers municipaux de gauche élus, qui sont les seuls entrant en considération, Monsieur le Maire ne peut pas reprendre sans autre les finances, sans déclencher de coûteuses élections, puisqu'il a été élu comme Maire. Mesdames Gonzalez Bassi et Frank sont en début de carrière et viennent à peine d'atteindre leur rythme de croisière à la tête de leurs dicastères, à tel point que les faire changer de direction s'apparenterait à un beau gâchis et à quoi s'ajoute l'opposition de leurs partis respectifs à un quelconque changement de cap. Je dirais aussi que le Groupe PRR n'a pas de critique fondamentale à formuler par rapport au travail effectué jusqu'ici par ces trois magistrats. Dans ces conditions, la nomination de Monsieur Feurer est matériellement logique à la fois en raison de son ancienneté et de sa formation, lui qui s'est en outre occupé du dossier «Substance» depuis l'été 2022 environ, pendant le congé maladie de Madame Steidle, mais aussi depuis la démission de celle-ci. On ne comprend donc pas pourquoi certains tenants de la gauche de ce Parlement doutent que Monsieur Feurer soit la personne la plus appropriée au sein du Conseil municipal pour reprendre les finances, d'autant plus que cette affirmation n'a aucunement été explicitée.

Au vu de ces considérations factuelles et au vu de la réalité du terrain, le Groupe PRR soutiendra la proposition de répartition des dicastères telle que proposée par le Conseil municipal.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: In den vergangenen Wochen wurde von bürgerlicher Seite gefordert, dass die Linke die Finanzdirektion übernehmen soll. Die Fraktion SP/JUSO findet das auch. Dass wir heute keine grüne Finanzdirektorin haben, bedauern wir. Die Finanzdirektion ist eine Schlüsseldirektion und in viele Geschäfte involviert. Wenn es in der Finanzdirektion nicht rund läuft, läuft es auch für die Stadt nicht gut. Insbesondere 2022 haben wir das erlebt. Die verspätet und ungenügend

ausgearbeitete Vorlage zu den «Substance»-Massnahmen war einer der Gründe für den suboptimalen Budgetprozess. Das Geschäft zum «Haus der Gesundheit» war politisch mangelhaft vorbereitet und konnte nur dank einem runden Tisch in letzter Minute vor dem Aus gerettet werden. Heute mussten wir zwei Geschäfte verschieben weil die Zahlen in den Beantwortungen der Vorstösse falsch waren.

Neben der wichtigen Bedeutung der Finanzdirektion für die Prozesse innerhalb der Stadtverwaltung ist sie auch entscheidend für die grossen Fragen in unserer Stadt. In der Finanzdirektion entscheidet sich, ob die Stadt ihre seit einhundert Jahren bewährte Bodenpolitik fortführt oder nicht. In der Finanzdirektion entscheidet sich, ob Boden für bezahlbare Wohnungen sowie für die Industrie vorhanden ist und abgegeben werden kann. In der Finanzdirektion entscheidet sich zudem, ob der Investitionsstau bei Schulraum und Infrastruktur angegangen wird oder aber die Verschuldungsthematik prioritär ist. Diese Beispiele zeigen, dass Biel auf eine gut geführte sowie zukunftsorientiert ausgerichtete Finanzdirektion angewiesen ist. So wie im letzten Jahr kann es nicht weitergehen. Aufgrund des aktuellen Zustands und der Bedeutung der Finanzdirektion für die Stadt Biel hätte die Fraktion SP/JUSO sie gerne in rot-grüner Hand gesehen. Wir sind mit dem Vorschlag des Gemeinderats nicht besonders glücklich. Er ist jedoch mehrheitsfähig. Auch in den anderen Fraktionen sind längst nicht alle vom Vorschlag überzeugt. Die Zufriedenheit unter den Gemeinderatsmitgliedern scheint jedoch durchzusickern. Eine grosse Rochade, wie wir sie uns eigentlich wünschen, ist damit undenkbar.

Herr Feurer möchte die Finanzdirektion und erhält sie nun. Er bekommt die Chance, die grossen anstehenden Aufgaben anzugehen. Wir sind bereit konstruktiv mit Herrn Feurer zusammenzuarbeiten. Mit der auch von uns unterzeichneten Absichtserklärung zur Sanierung der Finanzen besteht zumindest ein Fundament dazu. Auch zu anderen Themen gibt es Handlungsbedarf und ebenfalls Erwartungen von unserer Seite. Wir erwarten, dass die Finanzdirektion wieder auf Vordermann gebracht wird und der städtische Wohnungsbau endlich seriös bearbeitet wird, die Stadt Biel ihre aktive Bodenpolitik beibehält und weiterhin Boden zukauf. An diesen Punkten werden wir die Leistung der Finanzdirektion messen.

Frau Pittet gratuliere ich im Namen der Fraktion SP/JUSO zu ihrem neuen Mandat. Selbstverständlich haben wir auch Erwartungen an sie. Insbesondere bei den Einwohnerdiensten und im Umgang mit Flüchtenden erhoffen wir uns Fortschritte.

Für die Abstimmung zum Vorschlag des Gemeinderats haben wir Stimmfreigabe beschlossen.

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen hat den Vorschlag des Gemeinderats für die Direktionszuteilung wohlwollend zur Kenntnis genommen. Für uns ist wichtig, dass niemand in eine Direktion zwangsversetzt wird, sondern alle Gemeinderatsmitglieder ihren persönlichen Fähigkeiten entsprechend eingesetzt werden können. In der kritischen Finanzsituation muss deshalb jemand mit den erforderlichen Kenntnissen der Finanzdirektion vorstehen. Herr Feurer war in seinem früheren beruflichen Leben in den Finanzen zuhause. Es wird Zeit, dass er sein Know-how direkt einfließen lassen kann. Wir bitten Sie deshalb, dem guten Vorschlag des Gemeinderats zuzustimmen. Eigentlich ist die Genehmigung der Direktionszuteilung durch den Stadtrat ein alter Zopf. Im Regierungsrat beispielsweise bestimmt dieser selber, wer welcher Direktion vorsteht. Damit wird das Kollegialitätsprinzip richtig umgesetzt. Dieses Vorgehen könnte der Stadtrat für die Zukunft auch diskutieren.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP gratuliert an dieser Stelle Frau Pittet zu ihrer Wahl in den Gemeinderat. Wir unterstützen den Entwurf des Gemeinderats. Herr Koller hat vorhin ausgeführt, dass er sich eine andere Konstellation gewünscht hat. Wir ebenfalls. In erster Linie müssen aber die direkt Betroffenen mit dem Vorschlag einverstanden sein. Der Finanzdirektor ist nicht verantwortlich für den sozialen Wohnungsbau, hier irrt sich Herr Koller. Er ist auch nicht zuständig für die Schulraumplanung, höchstens für die Finanzierung der Bauprojekte. Die Entscheide betreffend dem sozialen Wohnungsbau können nur im Gesamtgemeinderat gefällt werden. Dieser soll mit zufriedenen, fähigen und motivierten Mitgliedern besetzt sein. Dies ist der Hauptgrund, warum wir den Vorschlag des Gemeinderats unterstützen.

Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis: Die Fraktion Grünes Bündnis hat den Vorschlag des Gemeinderats ebenfalls diskutiert und wir halten ihn für sachpolitisch richtig. Wir finden die ganze Diskussion einseitig, denn es herrscht der Eindruck, als müsste Verantwortung nur für die Finanzen übernommen werden. Verantwortung müssen die Gemeinderatsmitglieder jedoch in allen Richtungen übernehmen. Klar ist die Finanzdirektion von zentraler Bedeutung aber sie nicht die einzige, in der wir als Grüne Verantwortung übernehmen sollten. Beispielsweise sind unsere Ziele in den Bereichen Klimapolitik und Biodiversität ambitioniert. Selbstverständlich versuchen wir auch in Zukunft, den Exekutivmitgliedern auf die Finger zu schauen, denn das ist ein Teil unserer Aufgaben als gewählte ParlamentarierInnen. Die Sanierung der städtischen Finanzen verdient natürlich besonders viel Aufmerksamkeit. Ich hoffe, der eingeschlagene Weg trägt bald Früchte. Ich wünsche unserem neuen Exekutivmitglied einen guten Start in ihrer neuen Funktion.

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Je souhaite dire que j'ai beaucoup de compréhension pour la proposition initiale du Groupe socialiste. Il aurait été logique de revendiquer ce siège mais je le remercie d'avoir retiré sa proposition pour trois raisons de nature politique. Le climat de confiance avec la population est plutôt mauvais et il ne s'est pas amélioré avec toute l'histoire qui s'est passée sur le budget. Ensuite, on l'a vu avec les déclarations de ce début de soirée, les parlementaires sont fatigués du mauvais climat qui règne dans cet hémicycle. De plus, on n'aurait pas pu se permettre d'avoir une nouvelle crise qui aurait été institutionnelle car la décision qui a été prise par le Conseil municipal a été faite de manière collégiale. Il n'y a donc aucune raison de remettre en question cette décision. De grâce, chers et chères ex-camarades, attendez les prochaines élections pour faire campagne afin de reprendre cette direction. Je souhaite beaucoup de force et de chance à Madame Pittet pour la gestion de la direction qu'elle va reprendre. Il s'agit d'une direction qui n'est pas facile et exposée à de nombreuses critiques. Quant à vous, Monsieur Feurer, je vous fais confiance, mais je vous ai à l'oeil. *(rires)*

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich danke Ihnen für Ihr Einverständnis, das vorliegenden Geschäft nachträglich auf die heutige Traktandenliste zu setzen. Der Gemeinderat hat sich am Montag zu seiner konstituierenden Sitzung getroffen. Frau Pittet wird ihr Amt am 1. April 2023 übernehmen. Nachdem ihre Vorgängerin abrupt zurückgetreten ist und in einer Direktion ein Wechsel stattfindet, steht in den beiden betroffenen Direktionen mehr Zeit zur Vorbereitung zur Verfügung, als wenn der Stadtrat erst im März die Direktionszuteilung genehmigt hätte.

Herr Sutter, nach unserer Sitzung kann ich im Namen aller Gemeinderatsmitglieder bestätigen, dass wir zufrieden, motiviert und auch fähig sind, unsere Aufgaben bestmöglich zu erfüllen.

Die Direktionszuteilung hat eine politische Dimension, aber es gilt auch die Wünsche der einzelnen Gemeinderatsmitglieder zu berücksichtigen. Eine Zwangsversetzung, welche vom Kollegium selber ausgesprochen wird, ist eine absolute Rarität. Meines Wissens ist dies nur einmal mit der Versetzung von Gemeinderat Hans Kern in den 1970er Jahren vorgekommen. Bei allen anderen Anpassungen hat der Stadtrat den Vorschlag des Gemeinderats übersteuert. Wichtig ist, dass die Vorschläge des Gemeinderats nicht ohne Not übersteuert werden. Die Exekutive muss zusammenarbeiten und ein gemeinsamer Entscheid ist dafür eine gute Grundlage. Ein Aufbrechen dieses Konsenses kann die Zusammenarbeit im Kollegium erschweren. Bei der mutmasslich grössten aktuellen Herausforderung der Stadt Biel, den Finanzen, haben die Fraktionen und Parteien gemeinsam mit dem Gemeinderat eine Absichtserklärung unterzeichnet. Deren Leitlinien bilden eine gute Grundlage, der Teufel steckt jedoch bekanntlich im Detail. Ich bin aber überzeugt, dass wir konstruktiv einen Weg finden werden. Die Finanzdirektion hat überdurchschnittlich viele Querschnittsaufgaben. Der Austausch und die Zusammenarbeit mit den anderen Direktionen ist deshalb ausserordentlich wichtig. Der Gemeinderat ist überzeugt, dass mit dem vorliegenden Vorschlag die Grundlagen dazu geschaffen werden.

Frau Schneider hat mir vorhin mit der Frage der Kompetenzregelung einen Steilpass geliefert. Der Gemeinderat schlägt im Rahmen der Totalrevision der Stadtordnung (SO; SGR 1.0-1) vor, den Bieler Sonderfall der Genehmigung der Direktionszuteilung durch den Stadtrat aufzuheben. In den letzten 50 Jahren wurde in zwei Fällen durch eine erzwungene Versetzung das politische Klima vergiftet. Dies sollte möglichst verhindert werden. Heute ist es üblich, dass die Exekutive die Zuteilung selber und abschliessend vornimmt. Der schwerwiegendste Zwischenfall bei der Genehmigung der Direktionszuteilung durch das Parlament passierte im 20. Jahrhundert nicht im Stadtrat von Biel, sondern im Grossen Rat des Kantons Bern. Ende der 1940er Jahre schlug die Regierung den bernjurassischen Regierungsrat Möckli für die Baudirektion vor. Die deutschsprachige Mehrheit im Grossen Rat befand, dass die Baudirektion zu wichtig wäre, um sie einem Romand zu übergeben. Dieser Entscheid verstärkte die bereits vorhandenen separatistischen Tendenzen im Jura. Das Parlament hat seinerzeit politisch, mit weitreichenden Folgen entschieden. Von daher empfiehlt es sich tatsächlich, die Zuteilung dem Gemeinderat zu überlassen. Ich danke für die sachliche Diskussion und die Zustimmung zum Vorschlag.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Si la parole n'est plus demandée, avant de pouvoir voter, nous devons élire un scrutateur de remplacement suite au départ de Madame Clauss. Le Groupe SP/JUSO propose Monsieur Julian Rodriguez Ugolini.

- sur proposition du Groupe SP/JUSO, Monsieur Julian Rodriguez Ugolini est élu scrutateur de remplacement (uniquement pour ce soir).

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 20.02.2023, s'appuyant sur l'art. 40, al. 1, ch. 1, let. e du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. En vertu de l'art. 56 du Règlement de la ville, les fonctions suivantes sont attribuées aux cinq membres du Conseil municipal pour la fin de la législature 2021-2024:

Direction	Directrice/Directeur	Suppléance
Mairie	Erich Fehr	Natasha Pittet
Direction des Finances	Beat Feurer	Erich Fehr
Direction de l'action sociale et de la sécurité	Natasha Pittet	Glenda Gonzalez Bassi
Direction de la formation, de la culture et du sport	Glenda Gonzalez Bassi	Lena Frank
Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	Lena Frank	Beat Feurer

2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

Sutter Andreas, FDP: Muss der Vorschlag für das Vizestadtpräsidium nicht auch dem Stadtrat vorgelegt werden?

Fehr Erich, Stadtpräsident: Nein, dieses liegt in der Kompetenz des Gemeinderats. Wir haben dafür Frau Pittet bestimmt. Üblich ist, dass jemand aus dem anderen politischen Lager als das Präsidium das Vizepräsidium übernimmt. In Biel ist ausserdem die Sprache und, wie in allen Gemeinwesen, das Geschlecht wichtig. Deshalb fiel die Wahl auf Frau Pittet.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Avec cette agitation de début de séance, j'ai omis de présenter Madame Katrin Affolter de la Chancellerie qui nous donne un coup de main, ce soir. Je la remercie.

8. 20220009 Motions et postulats adoptés – Délai de 2 ans / Demandes visant à radier du rôle ou à prolonger le délai de réalisation au sens des art. 42 et 43 du Règlement du Conseil de ville

Mairie

1. Postulat 20070318, Erich Fehr/ À radier du rôle
2. Postulat urgent 20140324, Caroline Jean-Quartier / Prolongation de délai
3. Postulat urgent 20140328, Cécile Wendling / À radier du rôle
4. Postulat interpartis 20180291, Mohamed Hamdaoui, Daniela de Maddalena, Sandra Schneider, Reto Gugger, Max Wiher, Titus Sprenger, Peter Heiniger / À radier du rôle
5. Postulat 20180328, Benedikt Loderer / Prolongation de délai
6. Postulat 20180371, Susanne Clauss, Muriel Günther, Anna Tanner / À radier du rôle
7. Motion interpartis 20180417, Dennis Briechle, Levin Koller, Urs Scheuss, Alfred Steinmann, Titus Sprenger / Prolongation de délai
8. Postulat urgent 20200404, Zumstein Joël / À radier du rôle
9. Postulat interpartis 20200364, Tennenbaum Ruth, Sprenger Titus, Augsburger-Brom Dana, Heiniger Peter / Prolongation de délai

Postulat urgent 20140328, Cécile Wendling, FDP, «Place ‘dépose-minute’ sur le côté sud de la gare»

Motion interpartis 20180417, Dennis Briechle, PVL, Levin Koller, JS, Urs Scheuss, Les Verts, Alfred Steinmann, SP, Titus Sprenger, Passerelle, «Voies cyclables pour Bienne?»

Zumstein Joël, GPK: Die GPK bringt zwei Bemerkungen an. Die Vorstösse 20070318 und 20140328 beziehen sich auf das Nutzungskonzept des Bahnhofgebiets und sollen abgeschrieben werden. An und für sich werden Vorstösse zu noch pendenten Themen nicht abgeschrieben. Die GPK hat darüber diskutiert und kam zum Schluss, dass die inhaltliche Forderung des Postulats 20070318 gar nicht umgesetzt werden kann und die Abschreibung deshalb legitim ist. **Für das Postulat 20140328 beantragt die GPK die Frist bis August 2024 zu verlängern.** Im Unterschied zum anderen Vorstoss ist dessen Umsetzung möglich.

Für die überparteiliche Motion 20180417 beantragt die GPK eine Fristverlängerung bis Februar 2025. Uns fiel auf, dass bei den Vorstössen in der Zuständigkeit der Direktion Bau, Energie, Umwelt (BEU) zwei Postulate zum gleichen Thema mit Bezug auf den Sachplan Velo bis Februar 2025 verlängert werden sollen. Wir erachten deshalb die Vereinheitlichung der Fristen für alle drei Vorstösse als richtig.

Gerber Andreas, Fraktion FDP: Ich vertrete die abwesende Frau Wendling. Der GPK-Sprecher hat das meiste vorweg genommen. Bevor das Postulat 20140328 abgeschrieben werden kann, möchten wir gerne das Konzept einsehen. Ich danke Ihnen deshalb für die Fristverlängerung.

Briechle Dennis, GLP: Ich spreche zu meiner eingereichten Motion 20180417 betreffend Velobahnen. Die Argumentation des GPK-Sprechers verstehe ich. Ich **unterstütze jedoch den Antrag des Gemeinderats, die Frist bis August 2024 zu verlängern.** Meines Wissens wird der Sachplan Veloverkehr im Sommer 2023 vom kantonalen Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) genehmigt. Wenn eine Harmonisierung der Fristen im Zusammenhang mit dem Sachplan Velo angestrebt wird, sind diese bis August 2024 zu verlängern.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die Nichtumsetzung aufgrund der hohen Anforderungen der SBB der notabene in meinem Vorstoss 20070318 geforderten Bahnstufunterführung, ist enttäuschend. Die Abschreibung des Postulats ist aber folgerichtig. Der Gemeinderat empfiehlt Ihnen, auch den Vorstoss 20140328 abzuschreiben. Er wird diese Forderung bei der zukünftigen Planung des Bahnhofgebiets trotzdem mitberücksichtigen.

Der Vorstoss 20180417 betrifft Velobahnen im Sachplan Velo. Dieser liegt schon länger beim AGR zur Genehmigung. Die Fristen der beiden Vorstösse zu diesem Thema in der Zuständigkeit der BEU anzugleichen und somit zu kürzen, ist nicht sinnvoll. Bei diesen geht es um die Umsetzung gestützt auf den genehmigten Sachplan Velo. Wenn Sie dem Antrag des Gemeinderats folgen, machen Sie nichts falsch. Falls die Genehmigung des Sachplans Velo im August 2023 immer noch nicht vorliegt, werden wir mit der zuständigen Regierungsrätin, Evi Allemann, Kontakt aufnehmen.

Zumstein Joël, GPK: Die GPK zieht ihren Antrag auf Fristverlängerung bis Februar 2025 für den Vorstoss 20180417 zurück. Diese scheint effektiv nicht sinnvoll zu sein. Bitte entschuldigen Sie die Umstände.

Postulat interpartis 20180291, Mohamed Hamdaoui, PSR, Daniela de Maddalena, Les Verts, Sandra Schneider, UDC, Reto Gugger, PBD, Max Wiher, PVL, Titus Sprenger, Passerelle, Peter Heiniger, POP, «Pas de prosélytisme sur nos bus!»

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Il va de soi que je me rallie à la proposition du Conseil municipal mais comme je me suis fait tellement ramasser sur ce sujet qui me tient à coeur, je souhaite dire quelques mots.

La réponse du Conseil municipal confirme ce que je redoute depuis longtemps, je ne suis pas le seul. En effet, nous, les sociétés démocratiques libérales au sens lumineux du terme, basées sur le respect strict de l'état de droit, sommes de plus en plus démunies face à la résurgence planétaire d'un phénomène qui s'appelle l'instrumentalisation de la région et des religieux à des fins politiques. Si nous n'y prenons pas garde, on va droit dans le mur. Dans ce cas précis, c'est un cas d'école: les Transports publics biennois, en toute bonne foi, ont accepté qu'une publicité religieuse circule sur un bus. Maintenant, on se rend compte que notre Constitution fait que l'on a ouvert une boîte de Pandore et que si demain d'autres organisations, beaucoup moins paisibles, par exemple, «Les Frères musulmans», demandent la même chose, il ne serait pas possible, légalement, de les en empêcher. Il ne s'agit pas de paroles en l'air.

Je vais vous raconter une petite anecdote que je n'ai pas voulu médiatiser car j'aurais dû être mis sous protection policière. L'année dernière, à l'époque de la fin du Ramadan, sur la place de la Gare à Bienne, il y avait une affiche «APG/SGA» totalement légale qui souhaitait une bonne fin de Ramadan avec des paroles bienfaitantes. J'ai pris la peine de me renseigner et il s'est avéré que cette affiche est financée par «Les Frères musulmans». Or, ces derniers ne sont pas des enfants de coeur car ils souhaitent profiter des faiblesses de notre état de droit pour l'affaiblir encore plus. Il faut donc que l'on commence à réagir face à cela car leur technique c'est de faire de l'entrisme. De l'entrisme dans les écoles, dans les gymnases et maintenant de l'entrisme dans l'espace public et nous face à cela on leur ouvre la porte en grand. Je commence à en avoir vraiment marre même si je sais qu'on ne peut rien faire au niveau de Bienne, ni au niveau du Canton car on n'est pas un canton laïque, mais cela pourrait peut-être se régler au niveau national. Je tenais à le dire car ce thème m'a valu assez d'emmerdes et je continuerai mon combat. Je remercie ceux et celles qui me soutiendront.

Vote

- sur la proposition de la Commission de gestion de prolonger le délai du Postulat 20140328 jusqu'à fin août 2024

La proposition est acceptée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 novembre 2022, vu les art. 42, al. 2, et 43, al. 1, du règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat 20070318, Erich Fehr, Groupe socialiste, « Un deuxième passage souterrain à la gare de Bienne! » est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le délai de réalisation du postulat urgent 20140324, Caroline Jean-Quartier, Groupe socialiste, « Le service de l'intégration doit changer de direction! », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
3. Le postulat urgent 2014328, Cécile Wendling, FDP, « Place 'dépose-minute' sur le côté sud de la gare », est prolongé jusqu'à fin août 2024.
4. Le postulat interpartis 20180291, Mohamed Hamdaoui, PSR, Daniela de Maddalena, Les Verts, Sandra Schneider, UDC, Reto Gugger, PBD, Max Wiher, PVL, Titus Sprenger, Passerelle, Peter Heiniger, POP, « Pas de prosélytisme sur nos bus! », est radié du rôle comme étant réalisé.
5. Le délai de réalisation du postulat 20180328, Benedikt Loderer, Les Verts, « Une correction d'ordre historique », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
6. Le postulat 20180371, Susanne Clauss, Muriel Günther et Anna Tanner, Groupe SP/JS, « Supprimer les inégalités salariales jusqu'en 2023 », est radié du rôle comme étant réalisé.
7. Le délai de réalisation de la motion interpartis 20180417, Dennis Briechle, PVL, Levin Koller, JS, Urs Scheuss, Les Verts, Alfred Steinmann, SP, Titus Sprenger, Passerelle, « Voies cyclables pour Bienne? », est prolongé jusqu'à fin août 2024.
8. Le postulat urgent 20200404, Zumstein Joël, Groupe UDC/Les Confédérés, « Soutien en matière de loyers », est radié du rôle comme étant réalisé.
9. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200364, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Sprenger Titus, Passerelle, Augsburger-Brom Dana, Passerelle, Heiniger Peter, POP, « Mettre en place une commission permanente des finances du Conseil de ville », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

Direction des finances

1. Motion interpartis 20200187, Koller Levin, Tanner Anna, Meyer Miro, Roth Myriam / Prolongation de délai
2. Postulat 20110086, Claire Magnin / Prolongation de délai
3. Postulat 20130237, Hadorn Werner, Hügli Daniel / Prolongation de délai
4. Postulat 20130316, Joël Haueter / Prolongation de délai
5. Postulat interpartis 20170207, Gurtner Roland, Sutter Andreas, Bord Pascal, Wiher Max, Grupp Christoph, Gonzalez Glenda / À radier du rôle
6. Postulat 20180288, Thomas Brunner / Prolongation de délai
7. Postulat 20180369, Salome Strobel / Prolongation de délai
8. Postulat 20200256, Frank Lena / Prolongation de délai
9. Postulat 20200365, Scheuss Urs / Prolongation de délai

Postulat interpartis 20170207, Gurtner Roland, Passerelle, Sutter Andreas, PPB, Bord Pascal, PRR, Wiher Max, PVL, Grupp Christoph, Les Verts, Gonzalez Glenda, PSR, «À quand un bâtiment administratif centralisé à Bienne?»

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Je prends la parole au sujet du Postulat 20170207 à la place de Monsieur Bord. Une majorité de notre groupe estime qu'il n'est pas opportun de radier du rôle ce postulat. Nous proposons **une prolongation du délai jusqu'en février 2025**. Le concept d'un bâtiment administratif centralisé sur l'aire de l'Esplanade reste séduisant mais également rationnel. Hormis le fait qu'il compléterait d'un point de vue architectural et urbanistique un espace actuellement quelque peu vertigineux par ses vastes dimensions, il permettrait de faciliter les synergies entre les services administratifs de notre Ville, qui sont éparpillés. De plus, on serait en présence d'une solution qui permettrait de réduire les coûts de toutes sortes de processus mais aussi de partager des ressources communes comme les salles, les infrastructures et les zones à usage collectif, tout en offrant un réel potentiel d'économie en matière de coûts énergétiques. Dans cet esprit, nous recommandons de poursuivre les investigations sur cette idée.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Auf der Esplanade fehlt durchaus ein Gebäudekörper. Das städtebauliche Konzept ist erst vollständig, wenn statt der Installation «Texas» dort ein Gebäude steht. Der Gemeinderat hält es für nicht realistisch, dass in absehbarer Zeit dort ein Verwaltungsgebäude hinkommt. Wir haben einen riesigen Anforderungskatalog von Investitionen im bestehenden Gebäudepark und einen hohen Bedarf im Bereich der Schulräume. Das noch von meinem Vorgänger verfolgte Projekt für ein zentrales Verwaltungsgebäude stiess bereits damals auf Widerstand. Zudem befindet sich der Sitz der Finanzdirektion an der Rüschi-Strasse im Eigentum der Pensionskasse der Stadt Biel. Falls das Gebäude nicht anderweitig genutzt werden kann, stellt sich ein anderes Problem. Dadurch würde die Rendite für die Pensionskasse geschmälert. Die Realisierung eines zentralen Verwaltungsgebäudes und gleichzeitig die jetzt genutzten Gebäude zu behalten, ist nicht umsetzbar. Ich mache beliebt, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen. Was Sie gesagt haben, Herr Paronitti, ist nicht falsch. Wir haben jedoch schlicht nicht die Mittel dafür. Besser wäre, die fragliche Parzelle für die Nutzung durch ein Unternehmen bebauen zu lassen.

Vote

- sur la proposition du Groupe PRR, de prolonger le délai du Postulat 20170207 jusqu'à fin février 2025

La proposition est refusée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 30 novembre 2022, vu les art. 42, al. 2, et 43, al. 1, du règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation de la motion interpartis 20200187, Koller Levin, JS, Tanner Anna, PS, Meyer Miro, JS, Roth Myriam, Les Verts, « Programme d'investissements écologique et féministe pour réagir à la crise du coronavirus » est prolongé jusqu'à fin février 2025.
2. Le délai de réalisation du postulat 20110086, Claire Magnin, Les Verts Bienne, « Budget genre », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
3. Le délai de réalisation du postulat 20130237, Hadorn Werner et Hügli Daniel, Groupe socialiste, « Politique créative en matière de revenus », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
4. Le délai de réalisation du postulat 20130316, Joël Haueter, Groupe UDC/Les Confédérés, « Degré d'autofinancement et part de l'endettement brut », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
5. Le postulat interpartis 20170207, Gurtner Roland, Passerelle, Sutter Andreas, PPB, Bord Pascal, PRR, Wiher Max, PVL, Grupp Christoph, Les Verts, Gonzalez Glenda, PSR, « À quand un bâtiment administratif centralisé à Bienne? » est radié du rôle.
6. Le délai de réalisation du postulat 20180288, Thomas Brunner, PEV, « Désendettement pour réduire le risque d'intérêts à payer pour les générations futures », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
7. Le délai de réalisation du postulat 20180369, Salome Strobel, Groupe SP/JS, « Réalisation immédiate des liaisons piétonnières et cyclistes à la rue des Jardins (tronçon manquant) », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
8. Le délai de réalisation du postulat 20200256, Frank Lena, Les Verts, « Achats durables », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
9. Le délai de réalisation du postulat 20200365, Scheuss Urs, Les Verts, « Bienne devient une Fair Trade Town », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

1. Postulat 20080263 (point 2), Peter Moser / Prolongation de délai
2. Postulat 20140273, Fritz Freuler / À radier du rôle
3. Postulat interpartis urgent 20160274, Jeremias Ritter, Ruth Tennenbaum, Reto Gugger, Andreas Sutter / À radier du rôle
4. Motion 20170247, Reto Gugger / Prolongation de délai
5. Intervention interpartis urgente 20170342, Susanne Clauss, Muriel Günther, Fritz Freuler, Ruth Tennenbaum, Judith Schmid / Prolongation de délai
6. Postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Judith Schmid, Christoph Grupp, Mohamed Hamdaoui / À radier du rôle
7. Postulat interpartis 20180258, Judith Schmid, Dennis Briechle, Muriel Günther, Titus Sprenger, Lena Frank, Mohamed Hamdaoui / À radier du rôle
8. Postulat 20180296, Titus Sprenger, Ruth Tennenbaum / Prolongation de délai
9. Postulat interpartis urgent 20180324, Peter Heiniger, Mohamed Hamdaoui / À radier du rôle
10. Postulat 20180367, Salome Strobel / Prolongation de délai
11. Motion interpartis 20190086, Lena Frank, Peter Heiniger, Glenda Gonzales, Miro Meyer / À radier du rôle
12. Postulat interpartis 20190254, Ruth Tennenbaum, Lena Frank, Anna Tanner / À radier du rôle
13. Postulat interpartis 20200193, Sprenger Titus / Prolongation de délai
14. Postulat 20200226, De Maddalena Daniela / À radier du rôle.
15. Postulat 20200286, Roth Myriam / À radier du rôle
16. Postulat 20200290, Briechle Dennis / À radier du rôle

17. Postulat interpartis 20200363, Tennenbaum Ruth, Sprenger Titus, Augsburger-Brom Dana, Heiniger Peter, Roth Myriam, Tanner Anna, Gurtner-Oesch Sandra, Rebetez Maurice / Prolongation de délai.
18. Motion interpartis urgente 20210045, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Stolz Joseline, Gurtner-Oesch Sandra, Pittet Natasha, Roth Myriam / À radier du rôle

Postulat 20140273, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, «Alléger les finances communales par une juste répartition des charges sociales»

Tennenbaum Ruth, Fraktion Grünes Bündnis: Die Fraktion Grünes Bündnis beantragt, **das Postulat 20140273 nicht abzuschreiben, sondern die Frist um 2 Jahre zu verlängern.** Das Postulat fordert, dass der Gemeinderat bei der Sozialdirektorenkonferenz (SODK) Einfluss nimmt. Die SODK ist die Konferenz der kantonalen SozialvorsteherInnen, in welcher die Städte nicht vertreten sind. Sie nimmt Einfluss auf die Sozialpolitik der Kantone und auf den Umgang der Empfehlungen der SKOS (Schweizerische Konferenz für Sozialhilfe). Die politische Einflussnahme hat durch die politische Vertretung, nämlich durch den Gemeinderat zu erfolgen und nicht durch die Abteilung Soziales. Über diese politische Arbeit des Gemeinderats fehlt dem Stadtrat jegliche Information. Auch mit Blick auf die finanziellen Herausforderungen der Stadt Biel ergibt die Fristverlängerung Sinn. Jede Verbesserung im Lastenausgleich beeinflusst die städtischen Finanzen positiv.

Augsburger-Brom Dana, parteilos: Das Postulat 20140273 für einen fairen Soziallastenausgleich ist immer noch aktuell. Der Gemeinderat beantragt, das Postulat abzuschreiben ohne dass der verlangte Bericht dazu vorliegt. Der Gemeinderat schreibt, dass er über seine Interventionen auf verschiedenen Ebenen im Sozialbereich nicht öffentlich berichten kann. Ich finde es schade, dass wir keinen Bericht erhalten haben. Vor unserer nächsten Budgetdebatte sollten wir aber über mehr Informationen verfügen und deshalb **unterstütze ich den Antrag der Fraktion Grünes Bündnis.**

Postulat interpartis 20190254, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Lena Frank, Les Verts, Anna Tanner, SP, «Encouragement spécifique des migrantes en vue de la reconnaissance de leurs diplômes»

Tennenbaum Ruth, Fraktion Grünes Bündnis: Das Postulat 20190254 fordert die Anerkennung von ausländischen Ausbildungendiplomen. Der Gemeinderat argumentiert, dass eine derartige Unterstützung teuer ist und dadurch andere Integrationsprojekte nicht unterstützt werden könnten. Diesem Argument widersprechen wir klar. Hier kann mit wenigen Mitteln sehr viel bewirkt werden. Bei grösseren Verfahren kann die Abteilung Integration helfen, Drittmittel zu beantragen. Aus Sicht der Stadtverwaltung müsste aufgrund des Fachkräftemangels das bestehende Potenzial von ausgebildeten Zugewanderten besser genutzt werden. Das ist gut für den Arbeitsmarkt, für die Menschen und würde das Sozialsystem nachhaltig entlasten. Wir beantragen, **die Frist für das Postulat 20190254 um zwei Jahre zu verlängern.** Wir regen an, mit einem Pilotprojekt, ausgestattet mit einem Budget von ein paar tausend Franken, und einer fokussierten Unterstützung mit einem festgelegten Höchstbetrag pro Fall, Erfahrungen zu sammeln und auszuwerten. Vielen Dank für die Unterstützung der Anträge.

Postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Groupe SP/JS, Judith Schmid, POP, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Accueil de réfugiés arrivés par bateau»

Motion interpartis urgente 20210045, Tanner Anna, SP, Tennenbaum Ruth, PAS, Stolz Joseline PSR, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Pittet Natasha, PRR, Roth Myriam, Les Verts, «Mesures urgentes pour traiter rapidement les demandes de prolongation d'autorisations de séjour»

Tanner Anna, Fraktion SP/JUSO: Die Frist für das Postulat 20180257 wurde bereits zweimal verlängert und ist ein stetiger Streitpunkt zwischen Gemeinderat Feurer und mir. Ich bin immer noch der Ansicht, dass die Stadt Biel durchaus Leute aus Krisenregionen aufnehmen könnte. Ich bin damit einverstanden, den Vorstoss abzuschreiben, behalte mir jedoch vor, einen neuen Vorstoss zum Thema einzureichen.

Bei der Motion 20210045 geht es um die Verlängerungen der Aufenthaltsbewilligungen. Zu diesem Thema ist noch ein Bericht des Gemeinderats ausstehend. Solange dieser nicht vorliegt, möchten wir den Vorstoss nicht abschreiben. Wir unterstützen deshalb den Antrag der Fraktion PSR, **die Frist für die Motion 20210045 um zwei Jahre bis Februar 2025 zu verlängern**. Es besteht nach wie vor Handlungsbedarf, denn die Behandlungsfristen sind immer noch sehr lang und nicht alle werden bei Verzögerungen sofort darüber informiert. Mit einem Wechsel des zuständigen Gemeinderatsmitglieds besteht Hoffnung für einen neuen Effort.

Kilezi Ruth, au nom du Groupe PSR: Le Groupe PSR vous propose **de prolonger le délai de la motion 20210045 jusqu'en février 2025**. Le motif est que le traitement des demandes de prolongation de titres de séjour est toujours d'une lenteur extrême. À ce jour, Bienne continue à faire partie des villes les plus lentes en terme de renouvellement de titres de séjour. De plus, trois postes supplémentaires ont été attribués au Secteur des migrations sans qu'aucun changement ne soit perçu. Il est donc judicieux que cette situation change.

Postulat interpartis urgent 20160274, Jeremias Ritter, PVL, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, «Fixation de rendez-vous aux Services des habitants»

Kilezi Ruth, au nom du Groupe PSR: En ce qui concerne le postulat 20160274, le Groupe PSR n'est pas satisfait de la réponse du Conseil municipal. À l'heure actuelle, il est plus que judicieux de mettre en place un système de fixation automatique de rendez-vous. D'une part, cette solution allégerait la charge de travail du Service des habitants et d'autre part, les personnes qui souhaiteraient réserver un créneau horaire pourraient le faire facilement en quelques clics et sans attente. Les longues files d'attente au Services des habitants sont insupportables. Si d'autres services ont pu le mettre en place, ce service peut aussi s'y conformer. Nous vous proposons de **prolonger le délai du postulat 20160274 jusqu'en février 2025**.

Postulat 20200226, De Maddalena Daniela, Les Verts, «Amender le bruit inutile provoqué par les moteurs vrombissants des conducteurs et conductrices qui paraden»

de Maddalena Daniela, Grüne: Es geht um mein Postulat zu unnötigem Lärm durch dröhnende Motoren. Sie haben sicherlich bemerkt, dass Balzfahren in gewissen Kreisen ein Kavaliärsdelikt geworden ist, anscheinend auch für die Polizei. Es kann nicht sein, dass wir dieses Verhalten zur Kenntnis nehmen und ad acta legen. Das Problem der Poser in der Innenstadt hat sich nicht verschoben, sondern ausgeweitet. Die Stadt Biel wird tagsüber und auch nachts überall, auch in den Wohnquartieren, röhrend beschallt. Vereinzelt Kontrollen helfen wenig bis gar nichts. Die Mehrheit der BürgerInnen fühlt sich bedroht. Die modernen «Brunftschreie» der Poser verbunden mit Raserinterventionen im Stadtverkehr sind nicht nur ein Ärgernis, sondern auch gesundheits- und lebensgefährdend für die übrigen Verkehrsteilnehmer. Ich beantrage deshalb, **das Postulat 20200226 nicht abzuschreiben, sondern dessen Frist um zwei Jahre zu verlängern.** Gegen diese Missstände muss ernsthaft etwas getan werden. Die Hoffnung stirbt bekanntlich zuletzt.

Postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Groupe SP/JS, Judith Schmid, POP, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Accueil de réfugiés arrivés par bateau»

Stolz Joseline, PSR: Je souhaiterais prendre la parole concernant le Postulat 20180257. Ce n'est pas tant l'échéance du délai qui m'interpelle dans ce postulat qui réfère l'accueil des réfugiés arrivés par bateau mais plutôt au contenu et au ton un peu condescendant et méprisant de la réponse du Conseil municipal. Nous savons bien que nous sommes tous liés et tenus par les décisions de la Confédération. Toutefois, cela dépend aussi de comment on empoigne les problèmes et ce qu'on décide de mettre en avant pour justifier ce qui n'est pas réalisable de ce qu'il l'est. Lorsque je lis que le fait d'accueillir directement les personnes réfugiées enverrait plutôt des signaux d'encouragement à ces personnes afin de se réfugier chez nous, cela me fait peur. Si ces personnes font ces voyages, tout en sachant qu'elles risquent leur vie, ce n'est pas pour se payer des vacances ou du bon temps mais bien pour envisager une vie plus sereine, qu'elles ne retrouveront pas dans leur pays. Je ne pense pas que l'on trouve des offres de voyages pour ce genre de voyage! Peut-on imaginer la détresse de ces personnes et envisager qu'elles viennent chez nous pour sauver leur vie? Ces personnes ne connaissent pas la sécurité avant leur voyage mais aussi pendant et même après. Actuellement, des millions de personnes qui ont tout perdu, que ce soit à cause de la guerre ou d'un séisme, ne peuvent pas être accueillies car elles n'ont plus de papier sur elles. Et nous, on s'insurge car elles traversent la mer en barques ou embarcations de fortune. Je prie donc la Ville d'agir avec un peu plus d'humanité à l'égard de ces personnes et avec une communication un peu plus respectueuse. Cela ne coûte rien à personne! Je n'ai pas de demande spéciale à faire, autrement.

Postulat interpartis urgent 20180324, Peter Heiniger, POP, Mohamed Hamdaoui, PSR, «Mesures contre les chauffards au centre-ville»

Heiniger Peter, PdA: Ich gehe auf mein Postulat 20180324 ein. Der Gemeinderat begründet seinen Antrag auf Abschreibung damit, dass genügend Massnahmen gegen Raser ergriffen worden sind. Das stimmt eben nicht. Raserspiele gehören nicht in die

Innenstadt, sondern auf den Computer. Das Problem der Raser und Poser ist keineswegs aus der Welt geschafft. Mir wurde zugetragen, dass beispielsweise im Champagnequartier Rennen veranstaltet werden. Wo ist denn da die Kontrolle? Die Polizei kommt, falls überhaupt, jeweils zu spät. Vor allem aus Sicherheitsgründen aber auch um die Leute, welche in der Innenstadt unterwegs sind, nicht zu belästigen, braucht es geeignete Massnahmen. Ich beantrage **eine Fristverlängerung um zwei Jahre für das Postulat 20180324.**

Francescutto Luca, UDC: Je reviens sur le même point que Monsieur Heiniger. Ich habe in den Medien gelesen, dass die JUSO die Polizei abschaffen will. Also, machen Sie selber die Kontrolle!

Feurer Beat, Direktor Soziales und Sicherheit: Ich beziehe mich auf Ihre Bemerkung, Frau Ausgsburger-Brom, dem Stadtrat zu berichten. Es handelt sich hier um eine informelle Einflussnahme. Dazu berichtet der Gemeinderat generell, auch zu anderen Themen, nicht. Informelle Lösungen mit beispielsweise Vertretern des Kantons sind schwieriger zu erzielen, wenn die Gesprächspartner wissen, dass darüber offiziell berichtet wird. Die Lösungsfindung würde dadurch erschwert oder sogar verunmöglicht. Das Postulat fordert, gute Lösungen für die Stadt Biel über Verknüpfungen und Netzwerke zu finden. Der Gemeinderat ist zu diesem Thema und auch in anderen Gebieten entsprechend aktiv. Die Einflussnahme auf die SODK wurde angesprochen. Frau Tennenbaum hat vorhin erklärt, dass die SODK aus den kantonalen Regierungsvertretern besteht. Die Einflussmöglichkeiten des Gemeinderats von Biel auf ein Gremium aus verschiedenen Kantonsvertretern ist Wunschdenken. Entsprechendes Lobbying wird nicht gemacht und würde aufgrund der Hierarchie nicht akzeptiert. Das Postulat fordert sozusagen einen interkantonalen Vierteilmechanismus einzuführen. Im Sozialbereich weniger belastete Kantone sollen zugunsten von stärker belasteten Kantonen einen Ausgleich leisten. Die SODK wäre dazu der falsche Adressat. Wichtiger ist der Vergleich innerhalb des Kantons Bern. Hier besteht ein Vierteilmechanismus und der Gemeinderat nimmt auch Einfluss. Ich empfehle Ihnen deshalb, dem Gemeinderat zu folgen und den Vorstoss 20140273 abzuschreiben.

Auch das Postulat 20160274 empfiehlt der Gemeinderat zur Abschreibung. Terminvereinbarungen sind, so wie Sie sich das vorstellen, nicht möglich. Pro Termin müsste ein fest kalkulierbares Zeitfenster eingegeben werden können. Wir können aber pro Besuch kein vorher festgelegtes Zeitfenster vergeben, weil der Zeitbedarf sehr unterschiedlich ist und nicht zum voraus abgeschätzt werden kann.

Ich weiss nicht, welche Massnahmen sich der Stadtrat gegen Raser in der Innenstadt vorstellt. Das Instrument sind Kontrollen und diese werden durchgeführt. Die Kantonspolizei rapportiert regelmässig über ihre im Auftrag der Stadtverwaltung durchgeführten Einsätze. 2022 wurden bei entsprechenden Kontrollen mehrere Fahrausweise entzogen und auch Fahrzeuge eingezogen. Die Vorstösse zu verlängern, ändert nichts an den getroffenen Massnahmen. Die Stadtverwaltung macht bereits das, was sie kann. Ihre Unzufriedenheit darüber ist nicht zielführend. Der Bund sieht jedoch Anpassungen auf gesetzlicher Ebene vor. Der Gemeinderat hat soeben seine Stellungnahme zur Vernehmlassung an den Städteverband weitergeleitet. Einerseits geht es darum, FahrzeugführerInnen, welche unnötigen Lärm verursachen auch den Lernfahrausweis einfacher zu entziehen. Ausserdem sollen die Tatbestände für Ordnungsbussen erweitert werden. Der Gemeinderat unterstützt diese Absichten.

Bis zu deren Umsetzung muss sich die Kantonspolizei aber an die geltenden Gesetze halten. Der Gemeinderat hat die Forderung des Postulats bereits vollständig umgesetzt.

Ich komme zu den Diplomanerkennungen. Frau Tennenbaum, wenn Sie zugunsten Ihres vorgeschlagenen Tests aufzeigen, auf welche anderweitigen Projekte zur Integration verzichtet werden soll, nehmen wir Ihre Forderung gerne entgegen. Die Mittel sind leider beschränkt. Die Fristverlängerung des Vorstosses ist so zu verstehen, dass die zur Verfügung stehenden Mittel von CHF 50'000 im Bereich Integration anders verteilt werden sollen.

Der zur Motion 20210045 erwähnte Bericht betrifft einen anderen Vorstoss. Ich empfehle Ihnen, den Bericht nicht mit diesem Vorstoss zu verknüpfen, sondern diesen im Rahmen des entsprechenden Vorstosses zu behandeln und allenfalls einen neuen Vorstoss einzureichen. Die Motion ist deshalb abzuschreiben.

Votes

- sur la proposition du Groupe Alliance Verte, de prolonger le délai du Postulat 20140273 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

- sur la proposition du Groupe Alliance Verte, de prolonger le délai du Postulat 20190254 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

- sur la proposition du Groupe PSR, de prolonger le délai du postulat 20160274 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

- sur la proposition du Groupe PSR, de prolonger le délai de la motion 20210045 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Monsieur Heiniger, POP, de prolonger le délai du postulat 20180324 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

- sur la proposition de Madame de Maddalena, les Verts, de prolonger le délai du postulat 20200226 jusqu'à fin février 2025

La proposition est acceptée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 30 novembre 2022, vu les art. 42, al. 2, et 43, al. 1, du règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation de l'intervention 20080263, Peter Moser, FDP, « Concept d'utilisation de caméras vidéo », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
2. Le postulat 20140273, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, « Alléger les finances communales par une juste répartition des charges sociales », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
3. Le postulat interpartis urgent 20160274, Jeremias Ritter, PVL, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Reto Gugger, PBD, Andreas Sutter, PPB, « Fixation de rendez-vous aux Services des habitants », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
4. Le délai de réalisation de la motion 20170247, Reto Gugger, Groupe PEV/PBD, « Remaniement du Règlement concernant les marchés (RDCo 943.1) », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
5. Le délai de réalisation de l'intervention interpartis urgente 20170342, Susanne Clauss et Muriel Günther, Groupe SP/JS, Fritz Freuler, Groupe Les Verts, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Judith Schmid, POP, « Solution judicieuse et conforme au droit pour le Service spécialisé de l'intégration et l'Antenne d'intégration (AI) », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
6. Le postulat interpartis 20180257, Anna Tanner, Groupe SP/JS, Judith Schmid, POP, Christoph Grupp, Groupe Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, « Accueil de réfugiés arrivés par bateau », est radié du rôle.
7. Le postulat interpartis 20180258, Judith Schmid, POP, Dennis Briechele, PVL, Muriel Günther, SP, Titus Sprenger, Passerelle, Lena Frank, Les Verts, Mohamed Hamdaoui, PSR, « Mesures de prévention et de surveillance des contrôles 'au faciès' effectués par la Police cantonale », est radié du rôle comme étant réalisé.
8. Le délai de réalisation du postulat 20180296, Titus Sprenger et Ruth Tennenbaum, Passerelle, « Parkings municipaux: rabais pour riverains et riveraines », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
9. Le postulat interpartis urgent 20180324, Peter Heiniger, POP, Mohamed Hamdaoui, PSR, « Mesures contre les chauffards au centre-ville », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
10. Le délai de réalisation du postulat 20180367, Salome Strobel, Groupe SP/JS, « Centre d'éducation routière pour tous et toutes », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
11. La motion interpartis 20190086, Lena Frank, Les Verts, Peter Heiniger, POP, Glenda Gonzales, PSR, Miro Meyer, JS, « Pas de report des coûts sur les organisateurs et organisatrices d'événements à visée non commerciale, idéale ou politique », est radiée du rôle comme étant réalisée.
12. Le postulat interpartis 20190254, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Lena Frank, Les Verts, Anna Tanner, SP, « Encouragement spécifique des migrantes en vue de la reconnaissance de leurs diplômes », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
13. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200193, Sprenger Titus, Passerelle, « Vérification du règlement sur les situations extraordinaires », est prolongé jusqu'à fin février 2024.
14. Le postulat 20200226, De Maddalena Daniela, Les Verts, « Amender le bruit inutile provoqué par les moteurs vrombissants des conducteurs et conductrices qui parquent », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

15. Le postulat 20200286, Roth Myriam, Groupe Les Verts, « Un espace public non-discriminant qui lutte contre le harcèlement de rue », est radié du rôle comme étant réalisé.
16. Le postulat 20200290, Briechle Dennis, PVL, « Pour une utilisation plus libérale du domaine public », est radié du rôle comme étant réalisé.
17. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200363, Tennenbaum Ruth, Passerelle, Sprenger Titus, Passerelle, Augsburger-Brom Dana, Passerelle, Heiniger Peter, POP, Roth Myriam, Les Verts, Tanner Anna, SP, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Rebetez Maurice, PSR, « Instauration d'une Citycard pour toutes les personnes vivant à Bienne », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
18. La motion interpartis urgente 20210045, Tanner Anna, SP, Tennenbaum Ruth, PAS, Stolz Joseline PSR, Gurtner-Oesch Sandra, PVL, Pittet Natasha, PRR, Roth Myriam, Les Verts, « Mesures urgentes pour traiter rapidement les demandes de prolongation d'autorisations de séjour », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

Direction de la formation, de la culture et du sport

1. Postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Alain Pichard, Reto Gugger, Alfred Steinmann, Martin Güdel / À radier du rôle
2. Postulat 20180299, Susanne Clauss et Anna Tanner / À radier du rôle

Postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Groupe FDP/PRR/PEV/EDU, Alain Pichard, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Les Confédérés, «Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue»

Steinmann Alfred, SP: Da ich noch der letzte hier anwesende Postulant des Vorstosses 20140159 bin, melde ich mich zu Wort. Die Filière bilingue hat sich weiterentwickelt. Nicht nur wurde ein neues Konzept erarbeitet, auch die Sekundarstufe I wurde im Collège des Alpes eröffnet. Das Konzept sieht vor, den Unterricht je zur Hälfte auf französisch und deutsch zu führen. 340 SchülerInnen werden in 16 Klassen zu 21 Schülern unterrichtet. 9 SchülerInnen sind aus fremdsprachigen Familien. Damit entwickelt sich die Filière bilingue sehr gut und das Postulat kann abgeschrieben werden. Ich finde es wichtig, dass die Veränderung wahrgenommen wird.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 23 novembre 2022, vu les art. 42, al. 2, et 43, al. 1, du règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le postulat interpartis 20140159, Leonhard Cadetg, Groupe FDP/PRR/PEV/EDU, Alain Pichard, Groupe PVL, Reto Gugger, Groupe PPB/PDC/PBD, Alfred Steinmann, SP, Martin Güdel, Les Confédérés, « Pas de renforcement du problème des écoles de seconde catégorie à cause de la Filière bilingue », est radié du rôle comme étant réalisé.
2. Le postulat 20180299, Susanne Clauss et Anna Tanner, Groupe SP/JS, « Places d'encadrement en nombre suffisant pour les enfants », est radié du rôle comme étant réalisé.

Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement

1. Motion 20080379, Carine Zuber / Prolongation de délai
2. Postulat 20100258, Salome Strobel, SP / Prolongation de délai
3. Postulat 20120287, Peter Moser / Prolongation de délai
4. Postulat interpartis 20150231, Dennis Briechle, Lena Frank, Anna Tanner / Prolongation de délai
5. Postulat 20150301, Reto Gugger, Marcel Morandi, Andreas Sutter / Prolongation de délai
6. Postulat interpartis 20170318, Sandra Schneider, Ruth Tennenbaum, Dennis Briechle / Prolongation de délai
7. Postulat interpartis 20180226, Levin Koller, Urs Scheuss, Glenda Gonzalez, Salome Strobel, Urs Känzig, Titus Sprenger, Judith Schmid / Prolongation de délai
8. Postulat interpartis 20180228, Levin Koller, Urs Scheuss, Glenda Gonzalez, Salome Strobel, Urs Känzig, Titus Sprenger, Judith Schmid / Prolongation de délai
9. Postulat 20180368, Strobel Salome / Prolongation de délai
10. Postulat interpartis, 20200190, Tennenbaum Ruth, Briechle Dennis, Scheuss Urs, Steinmann Alfred, Rebetez Maurice, Molina Franziska / Prolongation de délai
11. Postulat 20200192, Dennis Briechle / Prolongation de délai
12. Postulat 20200252, Heiniger Peter / Prolongation de délai
13. Postulat interpartis 20200255, Hamdaoui Mohamed, Pittet Natasha / Prolongation de délai
14. Postulat 20200314, Rüber Stefan / Prolongation de délai
15. Postulat 20200409, Bettina Epper / Prolongation de délai
16. Postulat interpartis, 20200412, Koller Levin, Steinmann Alfred, Briechle Dennis, Scheuss Urs, Tennenbaum Ruth / Prolongation de délai

La parole n'est pas demandée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 30 novembre 2022, vu les art. 42, al. 2, et 43, al. 1, du règlement du Conseil de ville de Bienne (RDCo 1.5.1-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le délai de réalisation de la motion 20080379, Carine Zuber, Groupe socialiste, « Sécurité accrue pour les cyclistes dans les passages sous-voies à Bienne », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
2. Le délai de réalisation du postulat 20100258, Salome Strobel, SP, « Planification de la mise en œuvre des zones à 30 km/h », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
3. Le délai de réalisation du postulat 20120287, Peter Moser, FDP, « Passerelle entre le Fuchsenried et la rue de l'Octroi », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
4. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20150231, Dennis Briechle, PVL, Lena Frank, Les Verts, Anna Tanner, SP, « Triage des déchets dans le domaine public » (seulement point 1), est prolongé jusqu'à fin février 2025.
5. Le délai de réalisation du postulat 20150301, Reto Gugger, PBD, Marcel Morandi, PBD, Andreas Sutter, PPB, « Délestage durable du chemin Geyisried du trafic des poids lourds », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

6. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20170318, Sandra Schneider, UDC, Ruth Tennenbaum, Passerelle, Dennis Briechle, PVL, « Plate-forme d'annonce de défauts et de dégâts des infrastructures municipales », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
7. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20180226, Levin Koller, Groupe SP/JS, Urs Scheuss, Groupe Les Verts, Glenda Gonzalez, Groupe PSR, Salome Strobel, SP, Urs Känzig, Les Verts, Titus Sprenger, Passerelle, Judith Schmid, POP, « Des infrastructures sûres pour les cyclistes à Bienne », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
8. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20180228, Levin Koller, Groupe SP/JS, Urs Scheuss, Groupe Les Verts, Glenda Gonzalez, Groupe PSR, Salome Strobel, SP, Urs Känzig, Les Verts, Titus Sprenger, Passerelle, Judith Schmid, POP, « Un itinéraire cyclable attrayant et sûr entre Boujean et le lac », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
9. Le délai de réalisation du postulat 20180368, Salome Strobel, Groupe SP/JS, « Stop au trafic de transit parasite sur l'axe est-ouest à travers Bienne », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
10. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200190, Tennenbaum Ruth, Groupe Einfach libres!, Briechle Dennis, Groupe PVL+, Scheuss Urs, Groupe Les Verts, Steinmann Alfred, Groupe SP/JS, Rebetez Maurice, Groupe PSR, Molina Franziska, PEV, « Interdiction du trafic des poids lourds à la route de Reuchenette », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
11. Le délai de réalisation du postulat 20200192, Dennis Briechle, PVL, « Zone de rencontre à la place Centrale », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
12. Le délai de réalisation du postulat 20200252, Heiniger Peter, POP, « Une Vieille Ville sans voitures », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
13. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200255, Hamdaoui Mohamed, PDC, Pittet Natasha, PRR, « Un inventaire historique des rues et des places », est prolongé jusqu'à fin février 2025.
14. Le délai de réalisation du postulat 20200314, Rüber Stefan, Les Verts, « Un Conseil du climat pour Bienne » est prolongé jusqu'à fin février 2025.
15. Le délai de réalisation du postulat 20200409, Epper Bettina, Groupe Les Verts, « Bienne devient une ville favorable aux vélos de transport » est prolongé jusqu'à fin février 2025.
16. Le délai de réalisation du postulat interpartis 20200412, Koller Levin, JS, Steinmann Alfred, SP, Briechle Dennis, PVL, Scheuss Urs, Les Verts, Tennenbaum Ruth, Passerelle, « Un axe nord-sud plus favorable aux cyclistes », est prolongé jusqu'à fin février 2025.

9. Motivation de l'urgence de la motion 20230066, Groupement des femmes parlementaires, «Pour une transition numérique non genrée»

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Si le Groupement des femmes parlementaire a déposé une motion urgente pour une transition numérique non genrée, c'est parce que la transition numérique est en cours. Afin de ne pas rater le coche, cette motion est urgente.

L'urgence est accordée.

10. Interpellation 20220180, Schneider Sandra, Groupe UDC/Les Confédérés, «Privatiser la CTS»

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe n° 1)

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: In meiner Interpellation stellte ich verschiedene Fragen zur CTS. Aus meiner Sicht ist es durchaus sinnvoll, darüber nachzudenken, ob die CTS für die Stadt finanziell tragbar ist. Der Gemeinderat ist bis heute nicht bereit, das heisse Eisen anzupacken. Seine Antwort ist enttäuschend. Die Frage der Defizitgarantie oder der Verkauf der Mehrheitsbeteiligung wird wieder zur Sprache kommen müssen. Zwar nicht inhaltlich aber materiell bin ich von der Antwort des Gemeinderats befriedigt und bedanke mich dafür.

L'interpellante est satisfaite de la réponse.

11. Interpellation 20220207, Rüber Stefan, Les Vert·e·s, «Planification des locaux scolaires»

(Texte de l'interpellation et réponse du Conseil municipal voir annexe n° 2)

Rüber Stefan, Grüne: An meiner ersten Stadtratssitzung im August 2020 bewilligte der Stadtrat einen Verpflichtungskredit für die Projektierung eines neuen Schulhauses im Champagnequartier. Geplant war die Volksabstimmung für 2022. Der Stadtrat bewilligte 2022 den Bau der Multisporthalle im Bözingenfeld und die Stimmbevölkerung segnete das Projekt im September 2022 ab. Mir stellt sich nun die Frage, wie sich die Prioritäten in so kurzer Zeit verschieben konnten. Uns wurde versichert, dass die beiden Projekte nicht in Konkurrenz zueinander stehen. Wir wissen, dass der Bau der Multisporthalle dringend war. Ich sah mich trotzdem veranlasst, ein paar Fragen zur Schulraumplanung zu stellen und bedanke mich bei der zuständigen Direktion für die Antworten. Ich habe viel daraus gelernt und fasse die wichtigsten Punkte zusammen.

Vor allem im Osten der Stadt, beispielsweise in der Champagne, besteht Bedarf an Schulraum. Das Ausführungsprojekt jedoch wurde dem Stadtrat noch nicht vorgelegt. Die Anpassung der Prioritäten machte der Gemeinderat aus zwingenden Gründen. Dazu gehören offensichtlich die finanziellen Kapazitäten der Stadt. In der Antwort des Gemeinderats steht, dass auch das Mühlefeldschulhaus den heutigen Anforderungen nicht mehr genügt. Dagegen wird gemäss Planung ab 2035 etwas unternommen. Es ist nicht ganz so schlimm, meine beiden Kinder haben ihre Schulzeit dort schliesslich überlebt.

Die vier grössten Schulraumprojekte, Champagne, Linde, Collège des Platanes und der Kauf des Gebäudes an der Alpenstrasse, welche in der Beantwortung aufgelistet sind, kommen auf beinahe CHF 110 Mio. über die nächsten 10 Jahren zu stehen. Dieser Betrag entspricht mehr als einem Drittel des durchschnittlichen jährlichen Investitionsplafonds von CHF 30 Mio., welches der Gemeinderat beschlossen hat. Nicht eingerechnet sind Unterhalt und kleinere Sanierungen wie beispielsweise am Sahligut, Bubenbergrasse und in Bözingen. Mir ist besonders aufgefallen, dass beim Collège des Platanes von einem Neubau die Rede ist. Ist der Zustand des bestehenden Gebäudes so schlecht, dass sich eine Sanierung nicht mehr lohnt? Ich denke, wir wünschen uns alle, dass in Zukunft solche Zustände verhindert werden. Stellen wir

deshalb dem Gemeinderat ausreichend Mittel für den Gebäudeunterhalt zur Verfügung. Beim Bau der Gebäude ist darauf zu achten, dass Sanierungen günstig erfolgen und dabei möglichst wenig graue Energie verpufft wird. Vielleicht könnte sich der Gemeinderat dazu noch genauer äussern.

Es kommt einiges auf uns zu. Die Ressourcen sind knapp und die Finanzen reichen nicht aus. Aus der Antwort des Gemeinderats geht hervor, dass eigentlich der Wunsch besteht, die Stelle eines Schulraumplaners beziehungsweise einer Schulraumplanerin zu schaffen. Aufgrund vergangener Budgetentscheide wurde auf die Schaffung dieser Stelle verzichtet. Stattdessen wird die Schulraumplanung nun von den existierenden Stellen betrieben. Die Abteilungen Schulen und Hochbau sprechen sich ab. Die finale Priorisierung erfolgt dann über die Investitionsplanung, für welche der Gemeinderat verantwortlich ist.

Ich muss an dieser Stelle nicht die grosse Bedeutung einer guten Schulinfrastruktur für die Stadt hervorheben. Der Blick auf die Bedürfnisse und der Zusammenprall mit den realen Verhältnissen zeigt auf, was Investitionsstau bedeutet und wer schlussendlich darunter leidet. In diesem Fall sind es die Schulkinder und damit die kommenden Generationen. Damit es nicht soweit kommt, müssen wir die Sanierung der städtischen Finanzen zusammen mit dem Gemeinderat möglichst schnell auf einen guten Weg führen. Nur so bleibt der Handlungsspielraum der Stadtbehörden erhalten respektive nur so kann er erweitert werden.

Mir bleibt noch eine Frage: Im Bericht des Gemeinderats wurde erwähnt, dass eine neue Studie in Auftrag gegeben werden soll, welche die zukünftige Entwicklung der Schülerzahlen aufzeigt. Wurde diese Studie unterdessen vergeben?

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport:

Monsieur Rüber, je vous remercie pour cette intervention qui a le mérite de clarifier un certain nombre de choses. Vous en faites une synthèse et une analyse qui, toutefois, apporte certains éléments sous une lumière d'interprétation, qui n'est pas tout à fait correcte. En ce qui concerne les nombreux points relevés par rapport à la gestion des bâtiments, à leur assainissement et à leur état, je vais laisser ma collègue s'exprimer tout à l'heure car elle est plus à même d'y répondre étant donné que cela est du ressort de sa direction. Comme vous l'avez mentionné, c'est à la Direction de la formation, de la culture et du sport de définir ses besoins. Nous sommes en négociation à ce sujet avec la Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement. Le Conseil municipal se prononce, dans son ensemble, par rapport à la gestion des investissements. Il est vrai que nous avons une difficulté à gérer les investissements au niveau des volumes pour des questions de ressources en personnel mais aussi en fonction des finances. Le plafonnement des investissements a forcément des conséquences sur cela. Vous faites le lien entre un projet qui a été discuté et accepté par cet hémicycle et la population, en l'occurrence la construction des salles multisports et un collège, dont le projet n'a jamais été présenté au Conseil ville et vous tirez la conclusion que c'est le Conseil municipal qui n'a pas priorisé correctement les projets de travaux. C'est allé un peu vite en besogne et ce n'est pas le cas.

Pour revenir à notre affaire, la seule question que vous me posez concerne le rapport pour l'évolution des élèves. On vous a expliqué qu'il s'agit d'un outil Excel qui présente une projection. Il est à relever qu'au niveau des écoles, on ne peut que travailler avec des projections car on n'a pas de boule de cristal, qui nous informera des effectifs à venir, des besoins nécessaires et de la mobilité des familles. On sait que les familles, aujourd'hui, sont plus mobiles durant l'année scolaire qu'elles ne l'étaient, il y a vingt

ans. C'est un fait et on doit être plus flexible. Nous n'avons pas fait d'études externes à ce sujet car ce n'est pas urgent mais aussi pour des raisons financières. Durant les deux années de Covid, que nous venons de passer, nous avons constaté que l'évolution des effectifs scolaires s'est stabilisée, même si l'augmentation reste permanente. Cela signifie que nous ne devons plus ouvrir 8 à 12 classes par année, comme cela était le cas avant le Covid. L'intérêt que nous avons à calculer l'évolution des élèves est toujours actuel mais vu qu'il n'y a plus d'augmentation de masse, c'est moins urgent. Il faut tout de même pouvoir se projeter au niveau des utilisations des locaux. En effet, il y a d'autres impératifs comme le besoin au niveau des méthodes pédagogiques, qui demandent plus d'espace par enfant pour les petits degrés scolaires en particulier et l'assainissement, mais je laisserai ma collègue prendre la parole à ce sujet tout à l'heure.

Par rapport aux questions soulevées, nous sommes d'avis qu'une nouvelle école fait totalement sens, en particulier à l'est de la Ville. C'est aussi lié au développement de la Ville et ceci nécessite une planification scolaire. Si un quartier est prévu et est construit dans un endroit de la Ville, cela va forcément attirer des familles. Pour revenir sur la mobilité des familles, personne ne pourra nous donner les clés de compréhension de ce phénomène. J'espère ainsi avoir répondu à vos questions et je cède la parole à ma collègue.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Im Bericht des Gemeinderats wird die Planung für die einzelnen Sanierungen aufgezeigt. Zum Schulhaus Platanen muss ich leider sagen, dass es in einem sehr schlechten Zustand ist. Im Moment gehen wir davon aus, dass eher ein Ersatzneubau notwendig wird. Definitiv steht dies jedoch erst nach einer vertieften Analyse fest. Auch über den Zeithorizont kann ich im Moment noch nicht viel sagen.

Ich teile die Einschätzung des Interpellanten. Es ist essenziell, dass wir zu unserem Bestand schauen und diesen entsprechend in Stand halten. Selbstverständlich ist es auch ökologisch vorteilhaft, wenn keine Ersatzneubauten erstellt werden müssen. Das Schulhaus Platanen stammt aus einer Zeit mit reger Bautätigkeit. Auf den Bauboom in den 1960er Jahren folgten die Krisenjahre, weshalb der Unterhalt teilweise vernachlässigt wurde. Vor allem diese Gebäude beschäftigen uns heute und von denen gibt es eine grosse Anzahl.

L'interpellant est satisfait de la réponse.

12. Motion interpartis 20220235, Tanner Anna, Groupe PS/JS, Koller Levin, Groupe PS/JS, Moeschler Marie, Groupe PSR, Rüber Stefan, Groupe Les Vert-e-s, «Renforcer la construction de logements d'utilité publique!»

Le Conseil municipal propose de transformer la motion en postulat, d'adopter le point 1 et de radier du rôle le point 2 comme étant réalisé.

(Texte de la motion et réponse du Conseil municipal voir annexe n° 3)

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: 26% des Einkommens bezahlt ein Haushalt durchschnittlich für die Wohnungsmiete. Das ist viel und eine Mieterhöhung wird insbesondere für Familien oder Haushalte mit tiefem Einkommen zum Problem. Auch

allen anderen reisst die Miete ein grosses Loch ins Portemonnaie und schwächt die Kaufkraft. Hohe Mieten sind in Städten wie Zürich, Genf oder Lausanne normal und mittlerweile ein gravierendes Problem. Der Grund dafür ist, dass sich im Besitz von gemeinnützigen Wohnbauträgern zuwenig Wohnungen befinden. Immer mehr Menschen müssen deshalb die Städte verlassen. Bei uns in Biel ist die Situation glücklicherweise weniger dramatisch. Auch bei uns ist jedoch über die letzten 10 Jahre ein Anstieg der Mieten feststellbar. Mit der Ansiedlung von Campus und Innovationspark nimmt der Druck auf den Bieler Immobilienmarkt zu und in der Folge werden die Mieten weiter steigen. Im Hinblick auf diese Entwicklung müssen wir proaktiv agieren und den Anteil an gemeinnützigen und preiswerten Wohnungen in der Stadt Biel erhöhen. Ein wichtiges Instrument zur Erreichung dieses Ziels ist seit 2016 das Reglement über die Förderung des gemeinnützigen Wohnungsbaus (RFGW; SGR 8.5-1). Dieses sieht vor, dass bis 2035 mindestens 20% der Wohnungen in der Stadt Biel im Eigentum von gemeinnützigen Wohnbauträgern sind. Heute liegt deren Anteil bei knapp 15% und schwankt seit 10 Jahren zwischen 13-15%. Den Anteil zu erhöhen, erachtet die Fraktion SP/JUSO als zentrales Anliegen der Bieler Politik. Das Vorhaben, mehr gemeinnützige Wohnungen zu bauen, muss unbedingt gelingen. Damit kann der Anstieg der Mieten in unserer Stadt vor allem langfristig limitiert werden. Nur so können wir garantieren, dass alle Menschen auch in Zukunft in Biel ein Zuhause finden.

Um das Ziel von 20% zu erreichen, braucht es einen massiven Effort. Angesichts der privaten Bautätigkeiten bleibt noch viel zu tun. Wir müssen deshalb alle uns zur Verfügung stehenden Instrumente einsetzen. Mit der vorliegenden Motion schlagen wir ein neues planerisches Instrument vor. Für Biel ist es neu, die Stadt Bern hat es bereits umgesetzt. Konkret fordert die Motion unter Punkt 1 bei Um- und Neueinzonungen einen Anteil von einem Drittel an gemeinnützigen Wohnungen in der baurechtlichen Grundordnung festzuschreiben. Damit erhält die Öffentlichkeit mit dem politischen Entscheid, die Ausnützungsziffer zu erhöhen, mehr bezahlbare Wohnungen. Wir sind überzeugt, dass dieses Instrument dabei hilft, den Anteil an gemeinnützigen Wohnungen mittelfristig zu erhöhen und den BielerInnen langfristig mehr bezahlbare Wohnungen bereitstellen zu können.

Betreffend Punkt 2 der Motion sind wir bereit, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen.

Moeschler Marie, au nom du Groupe PSR: Notre groupe a lu la réponse apportée à cette motion avec perplexité. Lorsque le Conseil municipal nous rend attentif qu'une telle politique en matière de construction constituerait une restriction importante à la propriété privée, nous nous permettons de retourner le problème en demandant si le plus important est d'avoir le droit de se loger à un prix payable ou de permettre au 1% concerné par notre demande de faire plus d'argent afin de s'enrichir encore plus. D'autre part, nous ne comprenons pas à quoi sert de rappeler que Bienne ne connaît pas la même situation que Zürich, Genève ou Lausanne. Le but n'est-il pas de prévenir au lieu de guérir? Il faut arrêter de fermer les yeux et agir afin que la situation à Bienne ne devienne pas similaire à celle de ces grandes villes qui se voient maintenant bien embêtées et faces au mur. Enfin, nous ne comprenons pas comment le Conseil municipal peut mener activement une politique de logements d'utilité publique et parallèlement dire dans cette réponse, que les connaissances de l'Administration concernant le marché du logement biennois ne sont pas suffisantes pour le moment. Bref! Mesdames et Messieurs, ce projet de logements communaux et de logements d'utilité publique se veut novateur et créatif. Il aide à lutter contre la gentrification de nos quartiers et peut-être à une partie de l'assainissement durable des finances de la Ville. Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, le Groupe PSR souhaite

maintenir la motion pour le point 1 mais accepte la transformation du point 2 en postulat et sa radiation du rôle. Nous vous invitons à nous suivre.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Lorsqu'on entend le rapporteur du Groupe socialiste prévoir une pression sur le marché immobilier avec la création du Campus et que l'on se souvient de l'épisode du chemin de la Passerelle, où cette même gauche avait réussi à refuser un beau projet immobilier pour créer un parc ou encore de l'épisode de l'aire de l'ancien Abattoir mais surtout du projet AGGLOlac, on pourrait croire à une contradiction flagrante dans la ligne de la gauche. Je suis toutefois certain que la gauche pourra donner des explications!

Avec leur motion visant à renforcer la construction de logements d'utilité publique, les motionnaires se trompent manifestement de cible. Depuis 2016 déjà, cet objectif est inscrit dans le règlement éponyme de la Ville de Bienne. Ce règlement fixe un objectif clair en termes de part de logements d'utilité publique à atteindre jusqu'en 2035 et en mettant les moyens nécessaires à disposition pour y arriver, notamment par des terrains à bâtir consacrés à cette fin à des conditions préférentielles et en cofinanciant des projets par un fond créé en 2017, avec un capital de 5 millions de frs. Le même règlement prévoit la possibilité de prendre des mesures d'aménagement qui ont d'ailleurs déjà été appliquées dans plusieurs cas concrets, notamment en accordant des augmentations de degrés d'utilisation. Pratiquement l'ensemble de l'aire de l'ancien Stade de la Gurzelen est, à ce jour, réservé pour le logement d'utilité publique. Dans ces conditions, force est de constater que les instruments pour un développement fécond du parc immobilier d'utilité publique sont en place. Leur mise en œuvre dépend en premier lieu du dynamisme des maîtres d'ouvrage concernés. Par ailleurs, l'intervention rate sa cible par le fait que les mesures appliquées en ville de Berne, qui servent de modèle aux intervenants, conviennent à des villes qui souffrent d'une pénurie de logements, alors qu'en Ville de Bienne, le taux d'appartements vacants se situe traditionnellement et nettement au-dessus de la moyenne suisse.

Par le passé, la quantité de logements bon marchés disponibles à Bienne a même été identifiée comme l'une des raisons du taux élevé d'aide sociale dans notre Ville. Cela étant et puisque l'intervention ne répond manifestement pas à un réel problème existant à Bienne, le soupçon d'une motivation purement idéologique ne saurait être écarté chez les intervenants. Enfin et comme le Conseil municipal le constate à juste titre dans sa réponse, l'on ne saurait réserver sans violer la constitution des terrains à bâtir pour les seuls maîtres d'ouvrage d'utilité publique et en exclure ainsi d'autres qui se limiteraient à viser des loyers basés sur les coûts réels. Néanmoins et en dépit de ces réflexions, considérant que le premier point de l'intervention se limite aux cas d'une mise en zone à bâtir ou de changement d'affectation, mesures à priori plutôt rares en ville de Bienne, le PRR ne s'opposera pas à ce que cette proposition soit soumise au Conseil municipal sous forme de postulat.

Dans le cadre d'une stratégie globale relative au logement, l'examen de la question dans quelle mesure des dispositions de droit des constructions pourraient être utiles à Bienne pour encourager la construction de logements à prix modérés peut raisonnablement se poser. Par contre pour être à priori anticonstitutionnelle par sa formulation et vu le coût administratif que sa mise en œuvre telle quelle provoquerait, il est urgent, de la rejeter sous la forme contraignante de motion. Il est rassurant de constater qu'au point 2 de cette motion, les intervenants sont d'accord avec le Conseil municipal. Nous suivons le Conseil municipal dans sa proposition et vous demandons d'en faire de même.

Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis: Jetzt stehe ich ziemlich blöd da, weil in meiner vorbereiteten Rede ziemlich dasselbe steht, was Levin Koller soeben gesagt hat. Das hat jedoch den Vorteil, dass ich mich viel kürzer fassen kann. Ich beziehe mich auf meinen Vorredner: Es stimmt, die Leerwohnungsziffer in Biel ist überdurchschnittlich hoch. Interessant ist aber auch, dass bei gemeinnützigen Wohnbauträgern lange Wartelisten bestehen. Die Nachfrage übersteigt das Angebot bei Weitem was bei dem hohen Anteil der Miete an den Lebenskosten nicht erstaunlich ist. Ich bin auch der Meinung, dass zu diesem Thema langfristig gedacht werden muss. Die Fraktion Grünes Bündnis wird dem Antrag des Gemeinderats folgen. Er soll prüfen, welche Instrumente angebracht sind. Die Kritik was die Kosten der Kontrolle angeht, ist nachvollziehbar.

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Es sieht so aus, als ob alle Fraktionen Punkt 1 des Vorstosses zustimmen werden. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen beantragt, sofern nicht bereits so vorgesehen, die Abstimmung des Vorstosses Punkt für Punkt. Wir werden den Vorstoss in allen Punkten ablehnen, denn er geht uns viel zu weit.

Gerber Andreas, Fraktion FDP: Die Fraktion FDP hat sich entschieden, dem Antrag des Gemeinderats zu folgen. Das RFWG ist in Kraft. Ich arbeite selber in der Immobilienbranche und finde, dass das bestehende Reglement einzuhalten ist. Grossinvestoren mit Reglementen einzuschränken, beinhaltet das Risiko, dass diese in Biel nicht mehr investieren. Biel benötigt aber in Zukunft Investoren. Jeder will möglichst günstig wohnen, das ist soweit verständlich. Schliesslich bin ich nicht der Einzige, der am Bahnhof seinen Gratisapfel abholt, wenn welche verteilt werden. Mit zusätzlichen Restriktionen ist Vorsicht geboten, denn diese haben nicht nur Vorteile. Der Wohnungsbau soll gefördert werden, die Voraussetzungen dazu müssen jedoch abgewogen werden.

Briechele Dennis, Fraktion GLP+: Für die Fraktion GLP+ ist klar, dass sich die Bieler Wohnbaupolitik seit Jahren bewährt. Es drängen sich keine abrupten Änderungen auf. Die Politik in Biel zahlt sich aus durch einen grossen Anteil an gemeinnützigen Wohnbauträgern. Der Gemeinderat betreibt eine aktive Bodenpolitik und ermöglicht regelmässig neue Arealentwicklungen. Trotz des deutlichen Bevölkerungswachstums über die letzten Jahre, blieb die Leerwohnungsziffer stabil und liegt deutlich über 1,5%. Unter diesem Wert wird von einem Wohnungsmangel gesprochen.

Der vorliegende Vorstoss fokussiert auf den gemeinnützigen Wohnungsbau. Das in Kraft gesetzte RFGW haben wir damals unterstützt und unterstützen dessen Ziele auch heute. Wir sind der Ansicht, dass die gemeinnützigen Wohnbauträger oft eine Bereicherung für das Angebot auf dem Wohnungsmarkt sind. Sie spielen aber vor allem eine wichtige Rolle zur Stabilisierung des Preisniveaus auf dem Markt.

Wir sympathisieren mit dem vorliegenden Vorstoss und unterstützen den Antrag des Gemeinderats zur Umwandlung in ein Postulat. Uns scheint es wichtig, dem Beispiel der Stadt Bern zu folgen. Dort kann ein Eigentümer Wohnungen zur Kostenmiete anbieten, ohne dass er gezwungen ist, Land abzugeben. So wie dies die Motion fordert, besteht das Risiko, dass einige Private in der Stadt Biel nicht mehr investieren werden. Damit wäre schlussendlich niemandem geholfen.

Wächter Olivier, UDC: J'ai pris note de cette motion et je l'ai lue attentivement. J'ai compris ce que sont les logements d'utilité publique. Il s'agit, en résumant très

grossoièremment, d'un mélange entre être propriétaire d'un bien et locataire de ce même bien. J'ai remarqué aussi que de plus en plus dans les interventions déposées on cite la Ville de Berne comme référence. De mon avis, politiquement ce n'est pas forcément la meilleure référence. L'autre point qui m'interpelle est que l'État ne doit pas remplacer le marché libre. En effet, lorsque cela devient le cas, on entre dans un système communiste et ce n'est pas beau à vivre. Je pense que la gauche a un peu une image mauvaise ou néfaste des propriétaires. Ces derniers ne vivent pas tous d'une rente qui se compose du revenu de la location de logements. Il y a des propriétaires qui logent des gens car il est important d'avoir un toit sur la tête. Ils ne sont pas tous de grands méchants qui souhaitent se faire de l'argent sur le dos des autres sans protéger les locataires. D'ailleurs il existe des associations, comme l'ASLOCA, dont je suis membre, qui protège les locataires mais aussi la loi. Je vais suivre l'avis de mon parti en rejetant le point 1 de cette motion et en suivant l'avis du Conseil municipal pour le point 2.

Rüber Stefan, Grüne: Im Kommunismus verfügt der Staat über das Kapital. Hier geht es keineswegs darum, sondern Massnahmen zu treffen, um die Preisentwicklung im Markt zu stabilisieren. Die Schweiz ist ein freies Land und greift trotzdem auch in anderen Bereichen mit gesetzlichen Regeln ein. Mit Kommunismus hat das wirklich nichts zu tun. Ich muss das dem Vertreter einer Partei, welche Fan von Landwirtschaftssubventionen ist, nicht weiter erklären.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich danke den Urhebenden, dass sie mit der Abschreibung von Punkt 2 des Vorstosses einverstanden sind. Für eine gute Gestaltung von Überbauungen ist der Bauträger nicht massgebend. Für attraktive Wohnungen spielen andere Kriterien eine Rolle.

Concernant le point 1, je vous recommande de suivre la proposition du Conseil municipal et d'adopter cette demande sous forme de postulat. Effectivement, je dois un peu vous corriger, Madame Moeschler, comme cela est écrit ici c'est très contraignant par rapport à la garantie de la propriété. Le texte dit que les logements de tiers doivent être mis à disposition des maitres d'ouvrage d'utilité publique. Ce fait est probablement impossible légalement. Vous pouvez demander que cela soit soumis au régime de l'utilité public et donc à la «Kostenmiete». Monsieur Briechle a expliqué cela en détails. Il s'agit d'une raison formelle qui demande que ce point soit changé en postulat. Il est aussi vrai que les instruments proposés ici vont au-delà de ce qu'on a fait jusqu'à maintenant. Le Conseil municipal met en garde sur ce fait dans sa réponse. En effet, jusqu'à présent les prescriptions étaient toujours contraignante pour les autorités mais avec cela les prescriptions deviennent aussi contraignantes pour les propriétaires fonciers. On examine cela volontiers mais sous forme de postulat.

Herr Koller, das Potenzial in Biel für Einzonungen ist sehr beschränkt und dies auch aufgrund der raumplanerischen Bestimmungen auf Bundesebene. Ihre Forderungen diesbezüglich sind im Vorstoss nicht präzise. Mit einem Postulat kann der Gemeinderat das Anliegen eingehend prüfen und dem Stadtrat anschliessend einen Vorschlag unterbreiten. Im Moment laufen parallel mehrere Teilrevisionen der baurechtlichen Grundordnung. Eine neue Forderung kann nicht einer laufenden Revision angehängt werden. Der Prozess muss jedesmal neu begonnen werden.

Koller Levin, SP: Herr Suter, Sie wissen wahrscheinlich, dass ich als Vertreter der SP im Stadtrat politisiere und nicht für die JUSO. Die Forderung von einem Drittel an gemeinnützigen Wohnungen steht nicht im Widerspruch. Es handelt sich um einen Mindestwert und der Anteil kann auch höher ausfallen.

Herr Wächter, wir verweisen auf die Lösung der Stadt Bern, das ist richtig. Wir müssen in Biel nicht überall das Rad neu erfinden. Wenn eine Stadt eine gute Lösung hat, können wir diese übernehmen. Gute Bieler Lösungen bieten umgekehrt auch anderen Städten eine Möglichkeit. Beispielsweise ist die zentrale Produktionsküche für eine gesunde Ernährung in den städtischen Einrichtungen ein Bieler Vorzeigeprojekt. Von anderen Städten wurden wir dazu schon kontaktiert.

Wir verstehen das Argument zu Punkt 1 des Vorstosses wie von den Herren Fehr und Briechle dargelegt. Auf jeden Fall muss die Kostenmiete eingehalten werden. Wir sind bereit, den Vorstoss als Postulat erheblich zu erklären, wollen aber trotzdem den Vorschlag umsetzen.

Vote

- sur la proposition du Conseil municipal, de transformer la motion en postulat d'adopter le point 1 et de radier du rôle le point 2 comme étant réalisé

La proposition est acceptée.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite une bonne soirée et une bonne rentrée.

13. Nouvelles interventions

- 20230066 Dringliche Motion, Moeschler Marie, PSR, Gruppe der Parlamentarierinnen, Tonon Ariane, Grüne, Stolz Joseline, PSR, Roth Myriam, Grüne, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR, Cacciabue Anna Louise, JUSO FID**
Für eine genderneutrale digitale Transformation
- Motion urgente, Moeschler Marie, PSR, Groupement des femmes parlementaires, Tonon Ariane, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR, Cacciabue Anna Louise, JS DFI**
Pour une transition numérique non genrée
- 20230067 Postulat, Boly Kady, Fraktion PSR, Moeschler Marie, Fraktion PSR, Stolz Joseline, Fraktion PSR, Kilezi Ruth, Fraktion PSR, Torriani Latscha Isabelle, Fraktion PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Fraktion PSR SRB**
Bessere Information der Bevölkerung über die Abstimmungsergebnisse im Stadtrat
- Postulat , Boly Kady, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, Stolz Joseline, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR BCV**
Mieux informer la population sur les résultats des votes au Conseil de ville
- 20230068 Interpellation, Arnold Niels, Fraktion GLP+ FID**
GR-Beschluss vom 30.11.2022 zum «Verein Skaterpark / Nachtrag zur Leistungsvereinbarung»
- Interpellation , Arnold Niels, Groupe PVL+ DFI**
Arrêté du Conseil municipal du 30 novembre 2022 «Association Skaterpark / Avenant au contrat de prestations»

- 20230069** **Interpellation, Stolz Joseline, Fraktion PSR, Moeschler Marie, Fraktion PSR, Torriani Latscha Isabelle, Fraktion PSR, Kilezi Ruth, Fraktion PSR, Boly Kady, Fraktion PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Fraktion PSR, Paronitti Maurice, PRR, Schiess Christophe, Grüne, Roth Myriam, Grüne** **PRA**
- Fusion der französischsprachigen regionalen Medien –
Welche Auswirkungen hat sie für Biel?
- Interpellation , Stolz Joseline, Groupe PSR, Moeschler Marie, Groupe PSR, Torriani Latscha Isabelle, Groupe PSR, Kilezi Ruth, Groupe PSR, Boly Kady, Groupe PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, Groupe PSR, Paronitti Maurice, PRR, Schiess Christophe, Les Vert·e·s, Roth Myriam, Les Vert·e·s** **MAI**
- Fusion des médias francophones régionaux -
Quel impact pour Bienne?
- 20230070** **Interpellation, Moeschler Marie, PSR, Gruppe der Parlamentarierinnen, Roth Myriam, Grüne, Tonon Ariane, Grüne, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Stolz Joseline, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Cacciabue Anna Louise, JUSO, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR** **PRA**
- Politik des Gemeinderates bezüglich der inklusiven Sprache
- Interpellation , Moeschler Marie, PSR, Groupement des femmes parlementaires, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Tonon Ariane, Les Vert·e·s, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Stolz Joseline, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Cacciabue Anna Louise, JS, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR** **MAI**
- Politique du Conseil municipal en matière de langage inclusif
- 20230071** **Interpellation, Moeschler Marie, PSR, Gruppe der Parlamentarierinnen, Roth Myriam, Grüne, Stolz Joseline, PSR, Tonon Ariane, Grüne, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Cacciabue Anna Louise, JUSO** **DSS**
- Erhebung von Gebühren bei Behördengängen:
Diskriminierung der Frauen
- Interpellation , Moeschler Marie, PSR, Groupement des femmes parlementaires, Roth Myriam, Les Vert·e·s, Stolz Joseline, PSR, Tonon Ariane, Les Vert·e·s, Torriani Latscha Isabelle, PSR, Vlaiculescu-Graf Christiane, PSR, Tennenbaum Ruth, PAS, Boly Kady, PSR, Kilezi Ruth, PSR, Cacciabue Anna Louise, JS** **ASS**
- Perception de taxes lors de démarches administratives:
discrimination envers les femmes

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 21:00 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

Secrétariat / Sekretariat:

Affolter Kathrin, Consultante juridique, Chancellerie municipale

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane